



Institut National de la Statistique



Programme des Nations Unies pour le Développement

**ANALYSE APPROFONDIE DES STRATEGIES DE LUTTE CONTRE
L'INSECURITE ALIMENTAIRE DANS LA REGION DE MARADI**

Etude réalisée dans le cadre du Programme Conjoint Maradi du Système des Nations Unies au Niger

Octobre 2012

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES FIGURES.....	7
LISTE DES ENCADRES	7
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	8
INTRODUCTION.....	10
1. OBJECTIFS	11
2.1. Objectif Global.....	11
2.2. Objectifs Spécifiques	11
2. REVUE DE LA LITTERATURE.....	12
3. METHODOLOGIE	16
3.1. Données et leurs sources	16
4. CONCEPTS ET MESURE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE	17
4.1. La sécurité alimentaire	17
4.2. L'insécurité alimentaire	19
4.3. Indicateurs de mesure de l'insécurité alimentaire	19
5. NIVEAU ET TENDANCE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LA REGION DE MARADI.....	21
5.1. Productions agricoles	21
5.2. Situation alimentaire de la population.....	21
5.3. Situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans.....	22
6. INTERRELATIONS ENTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA PAUVRETE DANS LA REGION DE MARADI.....	23

7. ANALYSE DES STRATEGIES DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES DANS LA REGION DE MARADI.....	26
7.1. Chocs et stratégies communautaires	26
7.2. Stratégies de survie des ménages	31
7.3. Stratégies et politiques nationales de sécurité alimentaire	36
7.4. Partenariat et stratégies des partenaires.....	39
7.5. Atouts, défis et contraintes	40
8. LEÇONS TIREES DES INTERVENTIONS ANTERIEURES.....	43
8.1. Acteurs non étatiques	43
8.2. Services Techniques de l'Etat	44
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	45
BIBLIOGRAPHIE	48
ANNEXE1 : TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE	50
ANNEXE2 : QUELQUES TABLEAUX STATISTIQUES	52

Résumé

Caractéristiques physiques et naturelles

Située au centre sud du territoire nigérien, la région de Maradi couvre une superficie estimée à 41 796 km² soit 3% du territoire national. Elle est limitée à l'Ouest par la région de Tahoua, à l'est par la région de Zinder, au nord par celle d'Agadez et au sud par le Nigeria avec lequel elle partage une frontière longue d'environ 150 km.

Le climat de la région de Maradi est de type sahélien semi-aride. Il est caractérisé par trois saisons distinctes: une saison sèche et froide de novembre à février; une saison sèche et chaude de mars à mai et une saison pluvieuse de juin à octobre.

Sur le plan spatial, le régime pluviométrique détermine trois grandes zones agro-écologiques: La zone agricole au sud, regroupant les départements de Madarounfa, Aguié et Guidan Roumdji, ainsi que le sud des départements de Mayahi, Dakoro, Tessaoua ;

- La zone agropastorale qui englobe le nord-Tessaoua et Mayahi et la partie centrale de Dakoro ;
- La zone pastorale correspondant à la partie nord-Dakoro.

Ces caractéristiques climatiques et naturelles combinées aux facteurs humains pour déterminer l'état d'insécurité alimentaire.

Au Niger, la problématique de l'insécurité alimentaire est si préoccupante au point où elle influe sur la gestion des activités de développement qui sont présentement plus tournées vers l'urgence que vers le développement. Rien qu'en 2007, par exemple, 12% des ménages nigériens ont été touchés par l'insécurité alimentaire sévère et 22% de manière modérée, selon les données issues de l'Enquête sur la Vulnérabilité à l'Insécurité Alimentaire de décembre 2007. Au cours de l'année suivante, ce sont 7,4% et 15,1% des ménages qui ont été exposés respectivement à l'insécurité alimentaire sévère et modérée. Les crises dans le secteur pastoral sont aussi récurrentes avec des conséquences néfastes sur le capital bétail et le mode de vie des éleveurs.

Les pénuries alimentaires sont exacerbées par des chocs exogènes et ont, en fait, des racines structurelles profondes, notamment : une croissance démographique exceptionnellement élevée (environ 3,3%), la dégradation de l'environnement, la faiblesse de l'encadrement technique et du soutien aux moyens de production et d'éducation, précaires. Tout cela conduit à une situation de vulnérabilité extrême : une insécurité alimentaire actuelle (Novembre 2011) qui atteint plus de 3 personnes sur 10 liée à une pauvreté chronique qui touche la population, avec des fortes disparités urbaines/rurales et des variations prononcées par région/département. Ces groupes souffrent de pertes de biens, de liens familiaux, d'habitat et de sécurité alimentaire. Ils éprouvent souvent des ruptures avec les services sociaux de base.

Des efforts ont été consentis en vue de pallier ce problème. Ce qui a conduit à une baisse du taux de pauvreté au Niger. Néanmoins, ce taux reste toujours élevé dans la région de **Maradi**

(73,1% contre 59,5% au niveau National). Cet état de pauvreté est couplé à une insécurité alimentaire et nutritionnelle préoccupante.

L'objectif de cette étude est de mettre en place des stratégies adéquates pour pouvoir apporter des solutions idoines à la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui prévaut dans la région de Maradi

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 ; Evolution de la production agricole par habitant dans la région de Maradi.....	22
Tableau 2 : Types d'insécurité alimentaire selon les facteurs de risques dans la région de Maradi	25
Tableau 3 : Possession par les villages des services relatifs à la situation alimentaire par département (%) en 2010.....	26
Tableau 4 : Distance moyenne pour accéder aux services les plus proches par département (Km) en 2010	26
Tableau 5 : Chocs affectant les villages de la région de Maradi au cours des 12 derniers mois par département en 2010.	27
Tableau 6 : Chocs affectant les villages de la région de Maradi au cours des 3 dernières années par département en 2010.	28
Tableau 7 : Catégories des ménages les plus affectés par les chocs dans la région de Maradi par département en 2010	30
Tableau 8 : Stratégies communautaires dans la région de Maradi face à la situation alimentaire en 2010 par département	30
Tableau 9 : Stratégies de survie des ménages dans la région de Maradi selon les départements (%) en 2006	32
Tableau 10 : Stratégies de survie dans la région de Maradi selon les départements (%) en 2007 .	32
Tableau 11 : Stratégies de survie dans la région de Maradi selon les départements (%) en 2009 .	33
Tableau 12 : Stratégies de survie des ménages dans la région de Maradi selon les départements (%) en 2010	34
Tableau 13 : Stratégies les plus fréquentes (%).....	34
Tableau 14 ; Proportion (%) des ménages utilisant diverses stratégies selon le sexe du chef de ménage.....	35
Tableau 15 : Evolution de l'insécurité alimentaire dans la région de Maradi comparativement au niveau national	52
Tableau 16 : Comparaison de la alimentaire de la région de Maradi à la moyenne nationale en 2010	52
Tableau 17 : Evolution de la malnutrition chronique globale dans la région de Maradi comparativement au niveau national	52
Tableau 18 : Evolution de la situation nutritionnelle de la région de Maradi comparativement au	

niveau national	52
Tableau 19 : Evolution de la situation alimentaire de la région de Maradi selon les départements	53
Tableau 20 : Evolution de principaux indicateurs démographiques de la région de Maradi	53
Tableau 21 : Evolution de l'indice du développement humain dans la région de Maradi	53
Tableau 22 : Evolution de la pauvreté dans la région de Maradi (indices FGT).....	53
Tableau 23 : Evolution d'indice de la pauvreté humaine dans la région de Maradi	53

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Evolution des productions de mil et sorgho (tonnes) entre 2001 et 2010 dans la région de Maradi.....	Erreur ! Signet non défini.
Figure 2 : Evolution de la proportion de la population en insécurité alimentaire	Erreur ! Signet non défini.
Figure 3 : Evolution des proportions des enfants de moins de cinq ans en situation de malnutrition	Erreur ! Signet non défini.
Figure 4 : Proportion (%) des villages affectés en fonction du nombre de crises alimentaires au cours des trois dernières années	28
Figure 5 : Proportion (%) des villages affectés en fonction du nombre des sécheresses au cours des trois dernières années	29
Figure 6 : Proportion (%) des villages affectés en fonction du nombre des hausses des prix de produits manufacturés alimentaires au cours des trois dernières années.....	29

LISTE DES ENCADRES

Encadré n°1 : Période de Soudure.....	17
Encadré n°2 : Le droit à l'alimentation.....	18

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACF : Action contre la faim
AECID : Agence espagnole de coopération internationale pour le développement
AGR : Activités génératrices des revenus
AP3A : Projet d’alertes précoces et des prévisions des productions agricoles
AREN : Association pour la redynamisation de l’élevage au Niger
BAD : Banque africaine de développement
BADEA : Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BMZ : Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (Allemagne)
CCA : Cellule crise alimentaire
CC/SAP : Cellule de coordination du système d’alerte précoce
CILSS ; Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel
CTB : Coopération technique belge
CRPGCA ; Comité sous-régional de prévention et de gestion des crises alimentaires
CSRPGCA : Comité sous-régional de prévention et de gestion des crises alimentaires
DACPOR : Direction de l’action coopérative et de promotion des organisations rurales
DDC : Direction du développement et de la coopération
DNPGCA : Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires
FAO : Food and agriculture organization
FBSA : Fonds belge de sécurité alimentaire
FEM : Fonds pour l’environnement mondial
FENU : Fonds d’équipement des Nations Unies
FEWS-NET : Famine early warning system network
FIDA : Fonds international de développement agricole
GTI/GCA : Groupe de travail interdisciplinaire de gestion des crises alimentaires
GIZ : Agence allemande pour la coopération technique
HASA : Haute autorité à la sécurité alimentaire
HKI : Helen Keller international
IARBIC : Projet d’intensification de l’agriculture par le renforcement des boutiques d’intrants coopératives
IDA : Association internationale de développement
INS : Institut national de la statistique
JICA : Agence japonaise de coopération internationale
OMD : Objectifs du millénaire pour le développement
OMS : Organisation mondiale de la santé
ONG : Organisation non gouvernementale
ONU : Organisation des Nations Unies
OPEP : Organisation des pays exportateurs du pétrole
PAAPSSP : Programme d’appui à l’aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux
PAC II : Programme d’actions communautaires
PADEL : Programme d’appui au développement économique local
PADIP : Programme d’appui au développement de l’irrigation privée au Niger
PAM : Programme alimentaire mondial
PASADEM : Projet d’appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi
PASDRP : Programme d’appui à la stratégie de développement accéléré et de réduction de la

pauvreté
PASEL : Programme d'appui au secteur de l'élevage
PCM/RM : Programme commun multisectoriel dans la région de Maradi
PIB : Produit intérieur brut
OPVN : Office des produits vivriers du Niger
OPDQ ; Ordre professionnel des diététistes du Québec
PCSA : Programme complet de sécurité alimentaire
PDS : Plan de développement sanitaire
PMERSA/MTZ : Projet de mobilisation des eaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder
PNAN : Politique nationale de l'alimentation et de la nutrition
PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement
PPILDA : Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié
PPSA : Projet promotion de la sécurité alimentaire
PRODEX : Projet de développement des exportations et des marchés agro-sylvo-pastoraux
PUSA/DR : Projet d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire et au développement rural
ROPPA : Réseau d'organisations paysannes et de producteurs agricoles
SAP : Système d'alertes précoces
SEEN : Société d'exploitation des eaux du Niger
SICIAV : Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité
SNPA/CVC : Stratégie nationale et plan d'action en matière de changements et variabilités climatiques
SNU : Système des Nations Unies
SOSA : Stratégie opérationnelle de sécurité alimentaire
UE : Union européenne
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID : Agence des États-Unis pour le développement international
VAM : Vulnerability assessment mapping

INTRODUCTION

La situation économique et financière du Niger a connu au cours de ces dernières années, des performances moyennes en dépit de la mise en œuvre des différents programmes et politiques de développement. Ainsi, sur la période 1990-2010, la croissance économique a été d'environ 4% en moyenne par an, tirée par le secteur primaire avec une contribution moyenne de 2,2%. Sur la même période, le secteur tertiaire est resté prépondérant avec un poids moyen de 45,6% contre 39,1% pour le primaire en termes de contribution au Produit intérieur brut (PIB). Il faut noter que la croissance économique a été plus soutenue entre 2005 et 2008, avec un taux moyen de 6,7% (avec une performance exceptionnelle de 9,5% en 2008), tirée par la production primaire qui a une contribution moyenne de 4,3% et un taux de croissance moyen de 10,1%. Le sous-secteur de l'agriculture (production végétale), dont le taux de croissance moyen, est de plus de 15% est celui qui a enregistré les meilleures performances sur la période.

Aujourd'hui, malgré les efforts énormes consentis dans la lutte contre la pauvreté entre 2005 et 2008, environ 6 personnes sur 10 sont encore pauvres au Niger dont la majeure partie vit en milieu rural.

Cette situation est plus préoccupante pour la région de Maradi dans la mesure où elle concentre à elle seule un peu plus du quart de la population pauvre du Niger. En 2008, à l'image de la tendance générale au niveau national, le taux de pauvreté a baissé. Cependant, dans la région de Maradi il reste encore très élevé à 73,1%. L'état de pauvreté avancé dans la région de Maradi est doublé d'une situation nutritionnelle et d'insécurité alimentaire tout aussi préoccupante.

Bien que d'énormes efforts aient été consentis en vue de juguler la pauvreté et l'insécurité alimentaire, la situation de cette région n'est pas reluisante et ne peut laisser indifférents tous les acteurs intervenant dans le domaine. Néanmoins, il n'existe aucune étude approfondie mettant en relief la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle d'une part et les stratégies classiques de lutte contre celle-ci d'autre part. Cette étude vise à combler ce vide.

Elle s'inscrit dans le cadre d'une Lettre d'Entente signé le 7 décembre 2008 à Niamey entre le Gouvernement de la République du Niger et l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies (SNU) et d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux. Celle-ci vise à formuler et à mettre en œuvre un Programme Commun Multisectoriel dans la Région de Maradi (PCM/RM 2009-2013).

- Le présent rapport s'articule d'abord au tour de la définition des objectifs de l'étude ; une revue de littérature ;
- quelques aspects méthodologiques ;
- ensuite viendra la définition des concepts et mesure de l'insécurité alimentaire afin de mettre en évidence les interrelations qui existent entre la situation alimentaire et nutritionnelle et la pauvreté au niveau de la région ;
- puis une analyse détaillée des stratégies mises en œuvre pour lutter contre les différentes crises alimentaires vécues dans la région sera présentée ainsi que les leçons et expériences des différentes interventions passées.

1. OBJECTIFS

2.1. Objectif Global

L'objectif global de cette étude est de faire une analyse globale et approfondie de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire à Maradi pour une meilleure appréhension de ces phénomènes.

2.2. Objectifs Spécifiques

De manière plus spécifique, l'étude vise à :

- analyser la nature complexe de l'insécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que les différentes causes et manifestations dans la région en liaison avec la pauvreté,
- identifier les acteurs intervenants aux différents niveaux et analyser les gammes d'interventions mises en œuvre pour attaquer l'insécurité alimentaire dans la région de Maradi,
- recueillir les points de vue des populations sur les stratégies qu'elles mettent en œuvre pour faire face aux problèmes récurrents de crise alimentaire,
- identifier des pistes de réflexions pour une réduction optimale de l'insécurité alimentaire à travers une alimentation saine et suffisante.

2. REVUE DE LA LITTERATURE

Bien que le siècle dernier ait connu d'énormes triomphes scientifiques et technologiques, vaincre l'insécurité alimentaire reste encore l'un des défis majeurs pour les pays du sud y compris ceux qui sont relativement favorisés du point de vue des conditions climatiques (SALISSOU, 2006). En 2007, l'Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) a estimé à 923 millions le nombre des personnes qui souffraient encore de la faim, dont 95% se trouvaient dans les pays en voie de développement (MERINO, 2009).

Ce phénomène sévit particulièrement en Afrique qui enregistre en moyenne plus de 16 crises alimentaires par an sur la période 1982-2001 (cf. graphique ci-après). Sur les 35 pays en grave situation alimentaire recensés au niveau mondial en 2003-2004, 24 se trouvent en Afrique subsaharienne. Le nombre des personnes souffrant de la malnutrition sur le continent est passé de 170 millions en 1990 à 212 millions en 2007 (MERINO, 2009), soit une augmentation annuelle moyenne de 1,37%. La pauvreté, la croissance démographique, le retard technologique, la concurrence internationale, les conflits sociopolitiques, les déficits pluviométriques et autres aléas climatiques, les erreurs de gestion et de planification, l'insuffisance quantitative et qualitative des dotations en capital, etc., sont autant des facteurs que la littérature sur ce sujet a identifiés comme principaux responsables.

Si les différents rapports de la FAO indiquent que l'insécurité alimentaire revêt plusieurs formes en Afrique subsaharienne, force est de constater que la situation la plus répandue se traduit par une combinaison de phénomènes chroniques généralisés et d'épisodes transitoires (KIDANE et al, 2006).

Plusieurs travaux se fondent sur les quatre principes cardinaux sur lesquels repose la sécurité alimentaire à savoir: (i) la disponibilité de la nourriture en quantité suffisante qui comprend l'ensemble des quantités domestiques de denrées alimentaires produites au cours de l'année, plus le volume des stocks disponibles en début d'année et les quantités de denrées alimentaires qui peuvent être acquises avec les revenus disponibles ou importés (FAO, 2001a) ; (ii) la stabilité des approvisionnements c'est-à-dire la régularité des disponibilités alimentaires aussi bien sur le plan spatial que sur le plan temporel. Cette dimension est principalement affectée par l'instabilité de la production domestique, la déficience des infrastructures de stockage et des systèmes domestiques de commercialisation, la fluctuation interannuelle et interrégionale des prix, la fluctuation cyclique de l'offre et de la demande sur les marchés internationaux ; (iii) l'accessibilité découlant des capacités physiques et économiques en termes de production et d'échanges des denrées ; et (iv) la qualité et la sécurité sanitaire des aliments qui signifient que chaque personne doit avoir accès à des aliments sains et nutritifs en quantité et qualité suffisantes qui puissent lui permettre de répondre à ses besoins alimentaires quotidiens pour mener une vie saine et productive tout en respectant ses identités alimentaires. De même, chaque personne doit accéder à des services de santé convenables ainsi qu'à un environnement sain et sûr.

L'accent est mis sur le fait que l'insécurité alimentaire tire ses origines dans les privations ou exclusions dans ces quatre dimensions (PNUD, 2009 et OUEDRAOGO, 2007). Celles-ci correspondent à une gamme de facteurs dont entre autres i) l'insuffisance des ressources pour s'approvisionner sur les marchés en cas de déficit de production, ii) l'accès limité aux emplois non agricoles et iii) l'insuffisance ou le mauvais état des infrastructures routières, l'envolée

des coûts du carburant, l'éloignement des marchés, les tracasseries routières et les faux frais (prélèvements illicites en nature et en espèces aux multiples postes sur les trajets et l'immobilisation prolongée des véhicules due aux contrôles excessifs et lents surtout aux frontières) qui renchérissent les coûts de transaction et font que les denrées parviennent aux plus vulnérables à des prix extrêmement élevés.

Une étude réalisée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest (2008) révèle que certains risques alimentaires relèvent du champ politique et économique. A titre illustratif, le processus d'intégration économique est souvent assorti des réformes des politiques agricoles et alimentaires. Celles-ci induisent des modifications profondes dans les habitudes alimentaires des populations dues à la pénétration des produits importés (généralement plus avantageux que les produits locaux). On assiste ainsi à un recours de plus en plus croissant au marché comme source d'approvisionnement en denrées alimentaires, ce qui accroît la vulnérabilité aux fluctuations des prix. Sur le plan politique, certains pays optent pour la fermeture de leurs frontières en cas des situations alimentaires tendues chez leurs voisins empêchant ainsi la sortie des vivres afin d'éviter un effet de contagion.

Selon l'UNICEF (2003), 39% et 29% des enfants de moins de cinq ans présentaient respectivement un retard de croissance et une insuffisance pondérale pendant la période 1995-2002. On estime également que plus de 45% des personnes sous-alimentées en Afrique sont âgées de moins de 15 ans (PAM, 2005).

Analysant la situation alimentaire et nutritionnelle, KIDANE et al. (2006) soulignent que l'Afrique subsaharienne dans son ensemble reste extrêmement vulnérable à la famine et aux crises alimentaires, facilement déclenchées par la moindre sécheresse, inondation, invasion de ravageurs, récession économique ou situations de conflit. Toujours selon eux, environ 200 millions de personnes y étaient sous-alimentées, soit 33% de la population. Toutefois, bien que cette sous-alimentation sévisse dans toute la région, les pays en conflit en sont plus sévèrement touchés. En Afrique, les exemples sont nombreux (Éthiopie en 1984, Libéria de 1989 à 1992, Somalie en 1992, Soudan en 1994, Sierra Leone de 1997-1998, Zimbabwe en 2004-2008, Côte d'Ivoire en 2010-2011, Libye en 2011, etc.). Ce qui fait de la promotion de la paix un outil essentiel de la lutte contre les problèmes alimentaires en Afrique. Déjà en 2000, la FAO, dans son « état de l'insécurité alimentaire dans le monde », préconise de i) régler les conflits, qui sont la première cause de graves situations alimentaires et nutritionnelles, ii) faire les investissements nécessaires pour mettre en place les bases d'une croissance économique et d'une réduction de la pauvreté durables, iii) agir prioritairement en faveur des personnes souffrant le plus de la faim en mettant en place des filets de sécurité (allocations, cantines scolaires, etc.) pour protéger les plus vulnérables et iv) orienter la recherche agricole vers l'amélioration des productions vivrières qui aident les pauvres aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

L'insécurité alimentaire est avant tout liée à l'insuffisance des récoltes céréalières, aux capacités réduites des populations locales à y faire face durablement ainsi qu'à la nature des régulations marchandes et politiques en place (JANIN, 2006). En tenant compte de cette réalité, le rapport 2006 de l'ONG Oxfam fait remarquer que la principale raison pour laquelle l'insécurité alimentaire persiste en Afrique réside dans l'incapacité de principales puissances à répondre de façon adéquate aux situations alimentaires d'urgence. La crise alimentaire nigérienne de 2005 en est assez illustrative. En effet, bien que premiers avertissements aient été donnés dès la fin de l'année 2004, ce n'est qu'après que des images effrayantes d'enfants souffrant des carences nutritionnelles aient été montrées à la télévision, en juin 2005, que la

communauté internationale s'active alors que déjà 3,6 millions de personnes souffraient de la famine. Or, l'aide alimentaire constitue la seule source alternative lorsque la production nationale est déficitaire et les possibilités d'importer les denrées quantitativement et qualitativement suffisantes s'amenuisent.

Une autre conclusion importante de ce rapport est que la précarité alimentaire permanente des pays africains est due à la faiblesse des investissements dans la production agricole. En effet, l'Afrique subsaharienne a une économie à prépondérance rurale : 70% de la population vivent dans les zones rurales et fournissent la nourriture aux deux tiers de la population. Cependant, cela soulève préalablement un ensemble d'interrogations relatives au rendement des cultures, à la maîtrise de la transformation et du conditionnement des produits agricoles. Toutefois, au-delà de toutes ces considérations, selon le rapport sur le développement dans le monde de 2008, publié par la Banque mondiale, l'agriculture peut apporter une contribution significative au développement économique et à l'atténuation de la pauvreté dans les pays les moins développés. Le développement de la production agricole est également perçu par plusieurs organismes internationaux et sous-régionaux comme solution adéquate aux crises alimentaires. L'idée sous-jacente est de faire du secteur agricole un levier de développement pour l'Afrique.

Pour EGG et GABAS (1998), c'est une erreur de vouloir traiter la sécurité alimentaire comme un besoin fondamental, indépendamment des autres objectifs du ménage. En effet, dans certaines situations, en particulier pour des raisons de prestige ou d'honneur, le ménage agricole peut donner la priorité à la préservation de son patrimoine au détriment d'une alimentation minimale. Il est donc nécessaire d'étudier la sécurité alimentaire dans un contexte plus large de sécurité du ménage.

ENCADRE N°2 : PERIODE DE SOUDURE

On évoque la soudure lorsque les greniers sont vides alors que s'annonce ou s'installe la saison des pluies. En général, la soudure intervient pendant la période des travaux agricoles au moment où l'agriculteur doit consacrer le maximum de temps à ses cultures. Elle intervient plus tôt ou plus tard en fonction de l'état des récoltes de la saison précédente et peut être de courte durée ou aiguë. Par ailleurs, il peut arriver pour des raisons diverses (paiement de l'impôt, financement de mariages, achat de produits manufacturés, de condiments, etc.), que le paysan vende une partie de sa production qui initialement suffisait tout juste à la consommation annuelle familiale. La vente d'une partie des récoltes, quelle que soit la raison, accélère l'épuisement des réserves et par conséquent précipite aussi la soudure. Le problème de la soudure se pose chaque année compte tenu de l'insuffisance de la production agricole. Lorsque les déficits se succèdent, les paysans n'arrivent plus à constituer des réserves qui pourraient les mettre à l'abri de pénuries alimentaires ultérieures.

Source : HAROUNA (2002),

En ce qui concerne le cas spécifique du Niger, la crise alimentaire se caractérise souvent par : i) la disparition totale des stocks des paysans (soudure), ii) une hausse vertigineuse des prix des céréales de base couplée à une baisse drastique du prix du bétail, iii) la fouille de fourmilières et la consommation des plantes sauvages (notamment *Boscia Senegalensis* ou *Anza* en Haoussa et en Djerma) comme aliments de substitution, iv) la détérioration accrue de la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans et v) les déplacements massifs des populations pouvant concerner 60 % des habitants dans certaines localités (FEWS-NET, 2005). En plus, le recours à l'entraide est limité par le fait que les déficits vivriers concernent l'écrasante majorité des paysans et la solidarité familiale ne fonctionne qu'à travers des

transferts reçus par certains paysans de leurs parents salariés ou commerçants vivant en ville (HAROUNA, 2002).

Au Niger tout comme dans les autres pays ouest-africains, cet état de fait résulte aussi bien des facteurs structurels que conjoncturels (INS/Niger, 2010; OUEDRAOGO, 2007; AÏSSETOU et BOUREIMA, 2006). Les premiers résultent de la faiblesse des dotations en ressources, du niveau technique des exploitants ou de la qualité médiocre de leurs équipements agricoles, l'état de pauvreté des populations et le niveau de dégradation des ressources naturelles. A cela, JOSE ajoute la mauvaise distribution des richesses, la croissance démographique rapide, le manque d'emploi, la faiblesse des revenus et du pouvoir d'achat des plus pauvres, la marginalisation de certaines couches sociales, l'insalubrité de l'environnement, la faible productivité du secteur agricole, etc. Les seconds se rapportent essentiellement aux variations annuelles de la pluviométrie, à l'impact de certaines catastrophes naturelles (maladies, attaques phytosanitaires, déprédation des cultures, etc.), aux défaillances des marchés et à l'impact de la situation économique et sociopolitique interne ou celle des pays voisins sur les revenus des ménages (notamment les ménages dépendant énormément des transferts des « exodants »).

AÏSSETOU et BOUREIMA (2006) mettent en évidence les stratégies les plus fréquemment utilisées par les ménages nigériens pour faire face aux épisodes des alimentaires. Il s'agit de : i) la vente des animaux, ii) le petit commerce, iii) le salariat agricole, iv) le recours aux réseaux de solidarité, v) l'exode et vi) l'éclatement de l'unité familiale en plusieurs sous-unités autonomes correspondant à des ménages composés des époux et de leurs enfants. Cette stratégie a été adoptée pour faire face à la difficulté de nourrir plusieurs bouches.

Si le Niger est l'un des pays les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, les crises alimentaires récentes ont montré que la région de Maradi en est l'épicentre (FIDA, 2010) en raison même de sa situation géographique, démographique et socioéconomique.

ENCADRE N°3 : LE DROIT A L'ALIMENTATION

Le droit à l'alimentation est un droit fondamental inscrit dans l'article 25 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (Nations Unies – 1948) : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour son alimentation (...) ». Ce droit est ensuite précisé dans le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté en 1966 et entré en vigueur en 1976 : « Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant (...) y compris une nourriture suffisante et s'engagent à prendre les mesures appropriées pour la réalisation de ce droit » (article 11).

Dans son Observation générale n°12, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a précisé ce droit : « le droit à une nourriture suffisante est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante et aux moyens de se la procurer ».

Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation de la Commission des Droits de l'homme, J. ZIEGLER, a précisé cette définition en lui donnant le contenu suivant : « Le droit à l'alimentation est le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'anxiété, satisfaisante et digne ».

Source: Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2006), « la Souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : des principes à la réalité », 1er Forum régional sur la souveraineté alimentaire organisé par le ROPPA, Niamey, Niger.

En somme, dans la littérature, l'insécurité alimentaire revêt plusieurs formes et ses origines sont complexes. Les réflexions sont actuellement orientées vers une vision fondée sur les droits humains (voir encadré n°2). Ainsi, l'insécurité alimentaire est de plus en plus présentée comme un déficit des droits et d'opportunités économiques (FENU, 2007). Fondées sur la théorie des inégalités de capacités et de droits d'accès de Sen, ces idées évoquent l'existence d'interrelations entre la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

3. METHODOLOGIE

La méthodologie est fondée sur l'exploitation des sources d'informations différentes, mais complémentaires à savoir les bases de données et les statistiques administratives existantes d'une part et la réalisation d'un entretien ouvert avec les différents acteurs concernés d'autre part.

Pour ce qui est de l'exploitation des bases de données, comme indiqué plus haut, il s'agit des bases issues des enquêtes vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages et celles des enquêtes nutrition et survie des enfants. Il s'agit ici de faire un état des lieux sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région de Maradi.

Quant à l'entretien avec les acteurs concernés, des données complémentaires sont recherchées à travers une enquête qualitative. Celle-ci concerne aussi bien les services techniques de l'Etat que les acteurs non étatiques impliqués dans la gestion de l'insécurité alimentaire dans la région. On envisage ainsi de faire un bilan des stratégies jusque-là expérimentées dans la région, de rechercher leurs forces et faiblesses, d'identifier les défis et contraintes auxquels ces acteurs font face et d'explorer des pistes de réflexion. A cet effet, deux questionnaires légers ont été conçus : un questionnaire « Services techniques de l'Etat » et un questionnaire « Acteurs non étatiques ».

3.1. Données et leurs sources

L'étude sera essentiellement basée sur les données issues des enquêtes nutrition et survie, et celles des enquêtes vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages réalisées par l'Institut national de la statistique (INS). Ces données couvrent la période allant de 2006 à 2010.

Pour les enquêtes vulnérabilité alimentaire des ménages, on dispose actuellement des bases de données suivantes :

- Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger (du 02 au 30 mai) ;
- Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger (du 15 novembre au 14 décembre 2006) ;
- Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger (décembre 2007/janvier 2008) ;
- Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger (décembre 2008) ;
- Enquête rapide sur la situation Alimentaire des ménages décembre 2009 ;
- Enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger en 2010.

Concernant les enquêtes nutrition et survie, les bases des données actuellement disponibles sont les suivantes :

- Enquête Nationale sur la Nutrition et la Survie des Enfants âgés de 0 à 59 mois de 2006 ;
- Enquête Nutrition Niger de novembre 2007 ;
- Enquête Nutrition Niger juin 2008 ;
- Enquête Nationale Nutrition et Survie des Enfants de 0 à 59 mois Niger mai/juin 2009 ;
- Enquête Nutrition et survie des enfants de 0 à 59 mois de mai/ juin 2010.

Lors des enquêtes vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages, des questions ont été posées sur des sujets aussi divers que la composition du ménage, ses caractéristiques socioéconomiques et les biens possédés par les membres du ménage, l'élevage et la production agricole du ménage, les dépenses alimentaires et non alimentaires du ménage aussi bien au cours des 30 derniers jours qu'au cours des 12 derniers mois, les éventuels changements dans ces dépenses, les chocs et stratégies de survie, etc.

Quant aux enquêtes nutrition et survie, elles concernent essentiellement les enfants de moins de cinq ans. Outre les questions relatives à la composition du ménage, ces enquêtes visent essentiellement à rechercher la présence d'œdème ou à calculer les indicateurs anthropométriques classiques chez ces derniers.

4. CONCEPTS ET MESURE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Ce chapitre vise à clarifier certains concepts en étroit rapport avec la situation alimentaire. Il s'agit notamment des concepts suivants : l'insécurité alimentaire, sécurité alimentaire, vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et des indicateurs de mesure de l'insécurité alimentaire.

4.1. La sécurité alimentaire

La déclaration de Rome sur la situation alimentaire mondiale réaffirme le droit de chaque être humain à une nourriture adéquate et à être à l'abri de la faim.

La sécurité alimentaire dépasse ainsi la notion d'autosuffisance alimentaire. Elle comporte plusieurs dimensions intimement liées. Le concept de la sécurité alimentaire est en constante évolution. Né dans les années 1940-1950, ce concept fut au départ limité aux considérations d'accessibilité physique à la nourriture, pour ensuite incorporer la notion de l'accessibilité économique dans les années 1970, considérer les individus et non juste les ménages dans les années 1980, puis reconnaître l'importance de la qualité et de la valeur nutritive des aliments dans les années 1990. Tout cela rend difficile la définition du concept de sécurité alimentaire en quelques mots.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le concept de sécurité alimentaire est apparu dans les années 70. Il a évolué de considérations plutôt quantitatives et économiques vers une définition tenant compte de la qualité et de la dimension humaine.

Ainsi, une définition est proposée en 1975 par l'Organisation des Nations-Unies (ONU) : « La capacité en tout temps d'approvisionner le monde en produits de bases ; pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix. ». Une autre définition datant de 1990 stipulait que la sécurité alimentaire est « la

capacité d'assurer que le système alimentaire fournisse à toute la population, un approvisionnement alimentaire nutritionnel adéquat sur le long terme (STAATZ, 1990). »

Selon la FAO, la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante sûre et nutritive qui satisfasse leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires, pour leur permettre de mener une vie active et saine (Sommet Mondial de l'Alimentation, FAO, Rome, Novembre 1996).

Il ressort de cette définition que :

- L'accès est aussi important que la disponibilité ;
- La stabilité de l'accès et de la disponibilité est très importante ;
- La dimension de la qualité nutritionnelle est aussi à considérer ;
- L'idée qu'en fin de compte, la sécurité alimentaire se situe au niveau de l'individu ;
- L'existence des liens entre la sécurité alimentaire et la santé.

4.1.1. La disponibilité

Ce concept recouvre deux dimensions : spatiale et temporelle (exprimé en tout lieu et à tout temps). Ainsi, tout au long de l'année et quel que soit le contexte, l'offre alimentaire doit être suffisante. La nourriture doit être disponible pour tous les membres du ménage, hommes ou femmes, enfants ou adultes. En effet, la population est en sécurité alimentaire si toutes les personnes le sont. La disponibilité concerne plus le court terme. Elle peut être limitée par l'insécurité de la zone, l'enclavement du village, ou les prix des denrées alimentaires. La disponibilité est une condition nécessaire à la sécurité alimentaire, mais elle n'est pas suffisante.

4.1.2. L'accessibilité

Il s'agit de l'accès physique aux denrées alimentaires par tous les groupes de population. Pour le Prix Nobel SEN, la vraie question n'est pas la disponibilité totale de nourriture mais son accès par les individus et les familles. Si une personne manque des moyens pour acquérir la nourriture, la présence de nourriture sur les marchés n'est pas d'une grande consolation.

L'accessibilité des populations aux ressources alimentaires fait référence au moyen terme. Il s'agit le plus souvent d'une combinaison entre productions, échanges et mécanismes sociaux. En zones rurales, les populations vont s'appuyer principalement sur leur production complétée par des échanges de denrées alimentaires sur le marché. En milieu urbain, les denrées alimentaires nécessaires aux populations viennent principalement du marché. Dans ce cas des mécanismes sociaux (entraide, soutien familiale, aide alimentaire, crédits) vont intervenir pour préserver l'accès aux disponibilités.

4.1.3. L'Utilisation

Les habitants doivent disposer en qualité et en quantité de nourriture dont ils ont besoin pour pouvoir mener une vie saine et active. La consommation alimentaire doit être équilibrée en éléments nutritifs et vitaminés. Les personnes doivent être dans un état général satisfaisant pour une assimilation correcte de la nourriture. Cela implique également un environnement sanitaire favorable (eau et assainissement).

En effet, il est couramment admis que le manque de nourriture n'est pas toujours l'unique facteur conduisant à la malnutrition. L'environnement médical et sanitaire constitue également, un facteur potentiel. Ainsi, le concept de sécurité alimentaire couvre des aspects alimentaires, médicaux, nutritionnels et sanitaires.

4.2. L'insécurité alimentaire

La définition de l'insécurité alimentaire découle de celle de la sécurité alimentaire. En effet, l'insécurité alimentaire existe lorsque les personnes n'ont pas accès à une quantité suffisante d'aliments sains et nutritifs ou ne consomment pas les aliments dont elles ont besoins pour se développer normalement et mener une vie active et saine. Cette situation peut être due à la pénurie d'aliments, à un pouvoir d'achat insuffisant, à une répartition ou une utilisation inadaptée des aliments au niveau des ménages, au déficit d'opportunités économiques, à l'exclusion sociale, etc.

Plus formellement, il y a insécurité alimentaire lorsque la disponibilité d'aliments nutritionnellement adéquats et salubres ou la capacité d'acquérir des aliments personnellement acceptables par des moyens socialement acceptables est limitée ou incertaine (ANDERSON, 1990).

D'autres nuances ont été récemment émises dans un écrit de NORD (2003) en ces termes : l'insécurité alimentaire signifie qu'un ménage n'a pas toujours accès à assez d'aliments pour que tous ses membres puissent mener une vie active et saine, parce qu'ils manquent d'argent ou d'autres ressources.

Selon l'Ordre professionnel des diététistes du Québec (OPDQ), il y a insécurité alimentaire, quand on: i) manque d'aliments, ii) a peur d'en manquer ou iii) subit des contraintes dans le choix de ses aliments, contraintes qui affectent la qualité nutritionnelle du régime.

Le concept de l'insécurité alimentaire peut donc être défini sommairement comme la non-satisfaction des besoins alimentaires de base. Il est à noter que l'expérience de l'insécurité alimentaire n'est pas de nature statique mais plutôt dynamique. Elle résulte d'une suite d'événements et d'expériences temporels. Des degrés de gravité semblant être applicables aux divers groupes concernés ont été identifiés. Les compromis sur le plan de la qualité des aliments choisis et consommés, et possiblement l'angoisse reliée à la crainte de manquer de nourriture, sont les manifestations les moins graves de l'insécurité alimentaire. Au fur et à mesure que les réserves alimentaires diminuent, l'insécurité alimentaire se manifeste par des compromis sur le plan quantitatif et la sensation physique de faim qui en résulte. La manifestation la plus grave de l'insécurité alimentaire est la privation absolue de nourriture.

4.3. Indicateurs de mesure de l'insécurité alimentaire

Il existe une multitude d'indicateurs pour mesurer l'insécurité alimentaire. En ce qui concerne les indicateurs de référence pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du sommet mondial de l'alimentation, ils ont été regroupés en trois grandes catégories: l'état de consommation d'aliments, l'état sanitaire et l'état nutritionnel. Chaque catégorie dispose d'un certain nombre d'indicateurs pour appréhender la situation d'insécurité alimentaire dans les pays.

- Pour la première catégorie, l'état de la consommation d'aliments, les indicateurs retenus sont notamment : le principal groupe d'aliments en pourcentage du régime alimentaire

total, le pourcentage de population sous-alimentée, la disponibilité énergétique alimentaire moyenne par habitant.

- Pour la deuxième catégorie, l'état sanitaire, il s'agit, entre autres, de l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans.
- Pour la troisième catégorie, l'état nutritionnel, les indicateurs sont, entre autres : le pourcentage des enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale, la proportion des adultes présentant un indice de masse corporelle inférieur à 18,5. Dans les enquêtes nationales au Niger, on utilise souvent comme indicateurs la malnutrition chronique ou l'indice taille/âge qui caractérise un retard de croissance par rapport à l'âge, et la malnutrition aigüe ou l'indice poids/taille qui caractérise un état de maigreur.

Il y a bien d'autres indicateurs dans le domaine de suivi et de l'évaluation de la situation d'insécurité alimentaire. Il s'agit par exemple :

- Des indicateurs d'impacts comme le statut de nutrition qui sont des valeurs cibles permettant de mesurer l'atteinte des objectifs et de comparer l'évolution de la situation dans le temps afin d'évaluer les changements intervenus notamment à long terme.
- Des indicateurs de performance ou d'effets comme les mesures des produits agricoles, qui sont des valeurs descriptives permettant de décrire une situation donnée pour en juger sa teneur ou son degré de réalisation à moyen terme.

Par ailleurs, il existe des indicateurs pour les facteurs de vulnérabilité à forte corrélation avec l'insécurité alimentaire des populations. Ils sont déclinés en douze grands groupes : les conditions démographiques, les conditions écologiques, les conditions économiques, les conditions politiques, les conditions socioculturelles, les risques-dangers-chocs, l'accès aux aliments, la stabilité des disponibilités et de l'accès à la nourriture, les caractéristiques des ménages, la santé, l'hygiène, les soins et les pratiques alimentaires. Il ressort alors que tout comme la pauvreté, la sécurité alimentaire et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire sont des concepts multidimensionnels.

Cependant dans le Plan national de contingence, volet sécurité alimentaire et nutritionnelle pour le Niger, les principaux indicateurs dont il est question de faire un suivi des seuils pour dégager la situation qui prévaut, sont les suivants :

- Le bilan céréalier déficitaire;
- Les prix des céréales de base par rapport à la moyenne des 5 dernières années à la même période;
- Le taux de sous-nutrition aigüe;
- Le bilan fourrager;
- Les termes de l'échange bétail/céréales de base;
- Le nombre de repas par jour;
- Le mouvement de populations

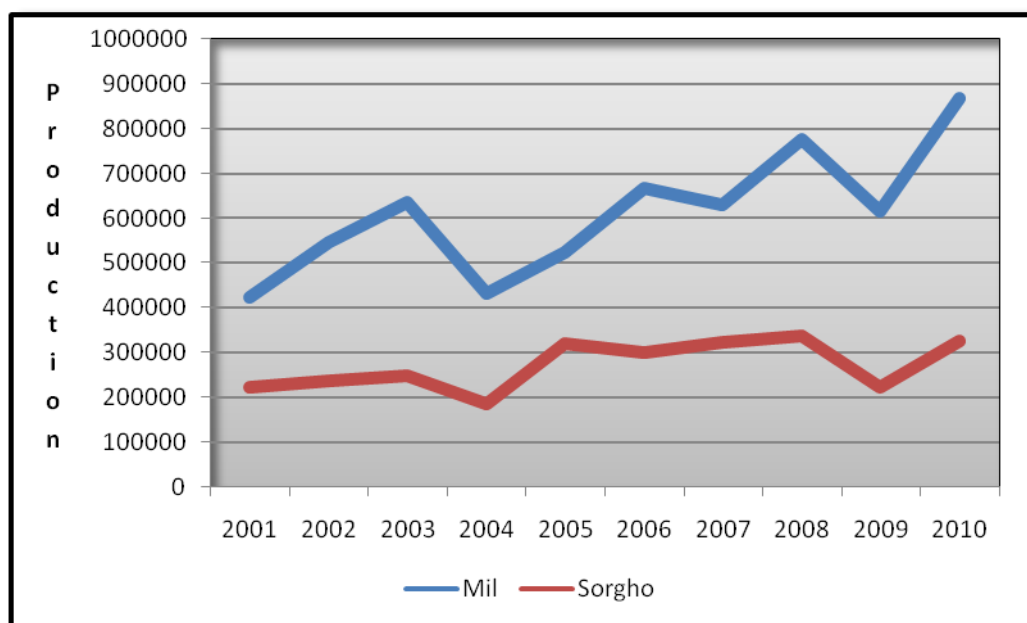
5. NIVEAU ET TENDANCE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LA REGION DE MARADI

5.1. Productions agricoles

L'agriculture constitue la principale activité économique des populations de la région de Maradi. Elle reste dominée par les cultures céréalières pluviales, principalement le mil et le sorgho. Des cultures de rente (souchet, arachide, niébé, sésame et oseille) sont également pratiquées et constituent une source importante de revenus pour les populations. La production agricole de la région de Maradi est l'une des plus importantes sur le plan national passant de 20% en 1980 à 23% de la production céréalière nationale en 2010.

Les productions de mil et sorgho sont passées respectivement de 424 270 tonnes et 221 836 tonnes en 2001 à 866 999 tonnes et 326 915 tonnes en 2010. En 10 ans, la production de mil a augmenté de plus de 100% tandis que celle du sorgho n'a augmenté que de 47%. Cependant, malgré ces productions importantes, on note des années de déficit céréalier au niveau de certains départements de la région particulièrement en 2004 (-53 134 tonnes).

Figure 1: Evolution des productions de mil et sorgho (tonnes) entre 2001 et 2010 dans la région de Maradi



Source : MDA/DS

5.2. Situation alimentaire de la population

Le tableau ci-après donne l'évolution de la production par habitant de principales cultures agricoles dans la région de Maradi. On constate que, contrairement à la population qui croît à un rythme élevé, la production agricole évolue à dents de scie indiquant ainsi qu'elle reste tributaire des aléas climatiques.

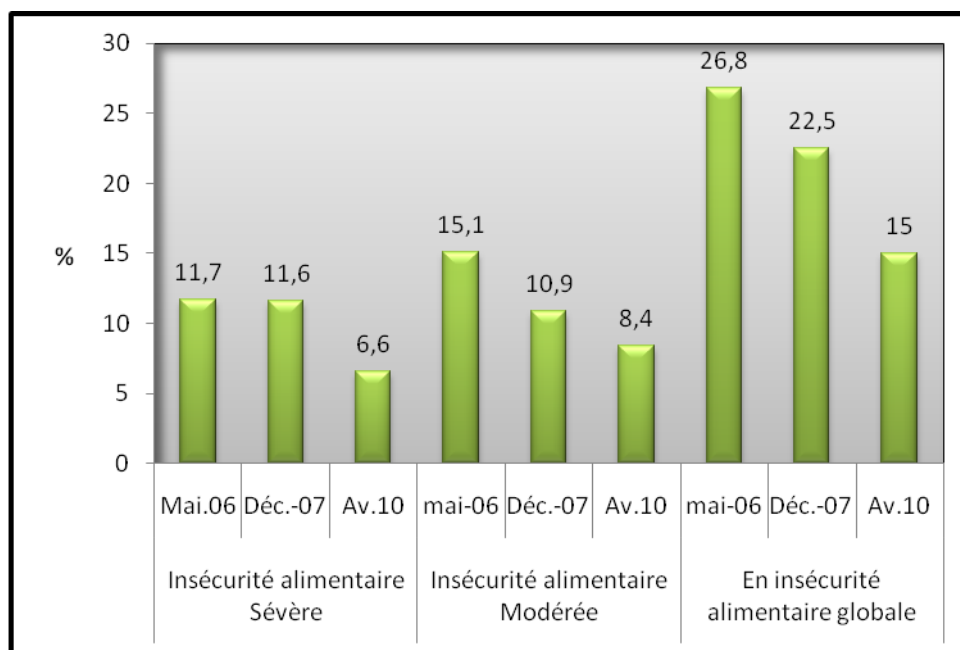
Tableau 1 ; Evolution de la production agricole par habitant dans la région de Maradi

PRODUCTION PAR HABITANT (KG)	2006	2007	2008	2009	2010
Mil	250,8	229,8	273,8	210,3	287,0
Sorgho	114,1	117,3	118,9	76,4	108,2
Maïs	0,4	0,3	0,0	0,0	0,9
Niébé	67,8	70,2	147,1	57,5	151,2
Arachide	25,7	19,8	51,3	37,5	67,0
Total	458,8	437,5	591,1	381,7	614,3
Effectif de la population	2658175	2745723	2835292	2927051	3021169

Source : Calcul des auteurs à partir de données de l'annuaire statistique, séries longues, édition 2010 et projections des données démographiques 2008 de l'INS

Toutefois, globalement, la proportion de la population en insécurité alimentaire est en baisse depuis 2006 grâce aux efforts déployés par l'Etat et ses partenaires suite aux différentes crises alimentaires.

Figure 2: Evolution de la proportion de la population en insécurité alimentaire

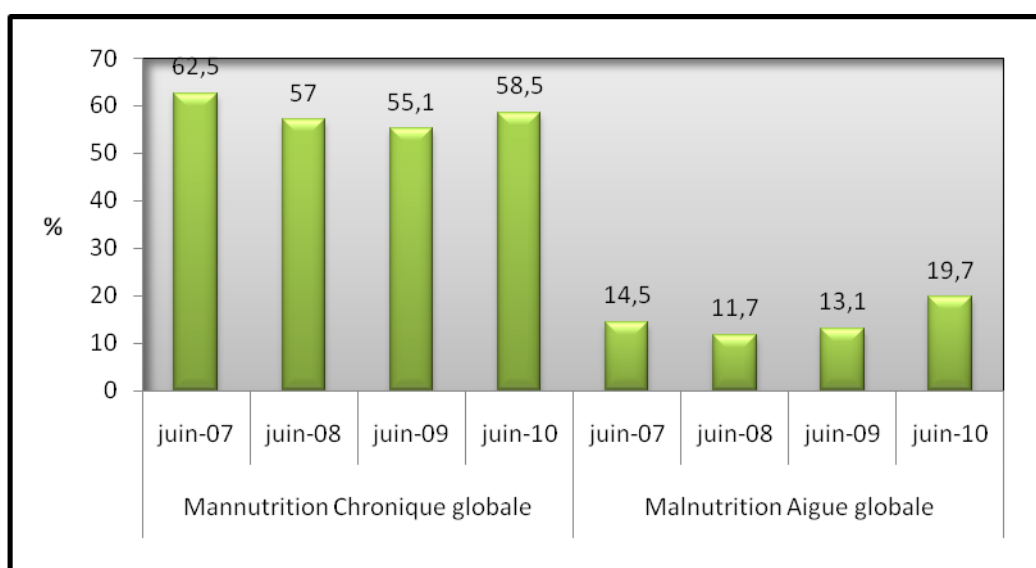


Source : INS, enquêtes vulnérabilité à l'insécurité alimentaire 2006, 2007 et 2010

5.3. Situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans

La situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans dans la région de Maradi n'a également pas connu d'amélioration sensible. En effet, le taux de malnutrition chronique globale a connu une légère baisse entre 2007 et 2009 en passant de 62,5% à 55,1% avant de remonter à 58,5% en 2010. Quant aux taux de malnutrition aigue, il a évolué suivant le même rythme, mais en définitive, la situation des enfants s'est détériorée entre 2007 et 2010 avec un taux qui est passé respectivement de 14,5% à 19,7%.

Figure 3: Evolution des proportions des enfants de moins de cinq ans en situation de malnutrition



Source : INS, enquêtes nutrition et survie de l'enfant 2007, 2008, 2009 et 2010.

6. INTERRELATIONS ENTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA PAUVRETE DANS LA REGION DE MARADI

Si l'insécurité alimentaire est sans nul doute l'une des manifestations les plus explicites de la pauvreté, la littérature à son sujet a été longtemps dominée par la conception selon laquelle celle-ci résulte quasi-exclusivement de la faiblesse de la production due aux déficits pluviométriques et autres aléas climatiques. Au cours de ces dernières années, les idées présentant l'insécurité alimentaire comme un déficit d'opportunités économiques se sont progressivement développées (FENU, 2007).

Selon un rapport du CILSS (2003), la faiblesse des revenus et les difficultés d'accès aux ressources sont les causes majeures de l'insécurité alimentaire conjoncturelle ou chronique des populations vulnérables en milieu rural comme en milieu urbain. Les principales raisons évoquées sont les suivantes:

- l'insécurité alimentaire conduit les populations à mettre en œuvre des stratégies de survie qui précipitent et reproduisent les phénomènes de paupérisation (vente du capital productif, migrations, etc.) ;
- les difficultés d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, assainissement, etc.) constituent des freins à la fois à la sortie de la pauvreté et à l'amélioration de la situation alimentaire.

Le FENU (2007) va plus loin en soulignant que l'insécurité alimentaire des ménages est le résultat de pertes accumulées de capitaux et de droits, d'une dégradation des actifs financiers et physiques, d'exclusion sociale, d'érosion ou rupture des réseaux sociaux, d'insuffisante estime de soi et de l'adoption de stratégies qui, à court terme, sont restrictives et malencontreuses.

Ainsi, l'insécurité alimentaire ne saurait être circonscrite aux activités productives et une meilleure compréhension du phénomène exige qu'on examine ses liens avec la pauvreté.

Pour le cas de la région de Maradi, on se propose d'illustrer ces liens à partir d'une analyse indirecte basée sur les données de l'enquête vulnérabilité des ménages de 2010. Il s'agit d'examiner les corrélations entre l'insécurité alimentaire et les principaux facteurs de risque de pauvreté (cf. tableau ci-après).

Il ressort de ce tableau que:

- l'insécurité alimentaire sévère est près de deux fois plus fréquente en milieu rural qu'en milieu urbain (29% contre 15%) tandis que la proportion des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire ou vivant en insécurité alimentaire modérée est plus élevée en milieu urbain. Il en est de même pour les ménages en sécurité alimentaire.
- la proportion des ménages subissant l'insécurité alimentaire sévère diminue quasi-constamment avec le niveau d'instruction du chef de ménage. La raison principale découle du lien positif entre le niveau d'instruction et un revenu acceptable et stable. Elle varie de 34,2% chez les ménages dirigés par des alphabétisés à 0% chez ceux dont les chefs ont un niveau supérieur. A l'inverse, les ménages en sécurité alimentaire sont proportionnellement plus six fois plus nombreux chez les ménages dont les chefs ont un niveau supérieur que chez les ménages dirigés par les alphabétisés (25,9% contre 4,2%).
- aussi bien sous sa forme sévère que modérée, l'insécurité alimentaire sévit plus dans les ménages dirigés par les femmes. Les ménages dirigés par une femme, dans les zones rurales et urbaines, souffrent de cette situation parce que les produits alimentaires constituent une large part de leurs dépenses et qu'ils sont susceptibles de se heurter à des difficultés pour accéder à la terre et au crédit.
- Cependant, les ménages dirigés par les hommes sont exposés au risque d'insécurité alimentaire, toutefois ils enregistrent la plus forte probabilité d'être en sécurité alimentaire.
- la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère augmente constamment avec la taille du ménage en passant de 20,2% chez les ménages composés d'une ou deux personnes à 30,5% chez les ménages ayant au moins cinq membres.
- la situation alimentaire présente des variations assez prononcées en fonction du statut matrimonial du chef de ménage. On peut à titre illustratif noter que la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère est de 12,7% chez les ménages dirigés par des célibataires contre 45,9% chez ceux ayant des veufs à leur tête. Inversement, la probabilité d'être en sécurité alimentaire est de 40,7% chez les premiers contre 5,4% chez les seconds.
- l'activité principale du chef de ménage est la variable la plus discriminante des variables sur la situation alimentaire du ménage. Les ménages dont les chefs vivent des activités journalières, de l'agriculture ou de petits commerces sont les plus exposés à l'insécurité alimentaire sévère comparativement à ceux qui sont dirigés par des travailleurs du secteur public ou privé. Les caractéristiques inverses s'observent au niveau de la proportion des ménages jugés en sécurité alimentaire.
- l'insécurité alimentaire sévère est nettement plus fréquente dans les 20% des ménages les plus pauvres en termes du niveau de consommation mensuelle par tête (54,3% contre seulement 3% pour les 20% des ménages les plus riches). A l'opposé, la proportion des ménages en sécurité alimentaire augmente régulièrement avec le niveau de bien-être socioéconomique. Elle varie de 5,5% chez les 20% des ménages les plus pauvres à 35,1% chez les 20% des ménages les plus riches.

Tableau 2 : Types d'insécurité alimentaire selon les facteurs de risques dans la région de Maradi

FACTEURS DE RISQUE DE PAUVRETE	TYPE D'INSECURITE ALIMENTAIRE			
	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité alimentaire
Milieu de résidence				
Rural	29,00	28,40	29,90	12,70
Urbain	15,00	35,00	35,00	15,00
Niveau d'instruction du chef de ménage				
Aucun	26,9	26,1	34,7	12,3
Alphabétisé	34,2	33,9	27,6	4,2
Coranique	32,2	29,7	25,6	12,5
Primaire	31,7	31,4	26,9	10,1
Secondaire	19,1	33,5	21,5	25,9
Supérieur		22,8	31,3	45,9
Sexe du chef de ménage				
Masculin	28	28,3	30,6	13,1
Féminin	42,6	30,9	19,8	6,7
Taille du ménage				
Une ou deux personnes	20,20	31,90	34,30	13,60
Trois ou quatre personnes	26,20	36,80	22,90	14,00
Cinq personnes et plus	30,50	25,80	31,20	12,50
Nombre de sources de revenu				
Une seule	29,60	30,10	27,60	12,80
Deux	29,60	26,50	32,60	11,30
Au moins trois	22,70	24,60	32,60	20,10
Statut matrimonial du chef de ménage				
Marié(e) monogame	29,90	29,40	29,20	11,40
Marié(e) polygame	25,30	25,70	33,60	15,50
Divorcé(e)	44,50	19,70	26,60	9,20
Veuf/veuve	45,20	31,00	18,40	5,40
Célibataire	12,70	30,40	16,10	40,70
Principale activité du chef de ménage				
Agriculture	30,10	28,90	30,90	10,10
Elevage	13,00	14,60	30,70	41,70
Commerce	31,10	27,70	29,40	11,80
Artisanat	20,30	46,30	33,40	
Secteur public	2,30	25,50	33,90	38,30
Secteur privé		36,50	23,20	40,20
Travail journalier (maçon, taximen, etc.)	35,10	27,30	30,00	7,60
Autres	39,70	29,80	19,70	10,80
Type de toilettes utilisées dans le ménage				
W.C moderne/toilette avec chasse d'eau	6,2	39,7	19,5	34,6
Latrine améliorée	4,7	21,9	31	42,4
Latrine traditionnelle	10,4	34	36,1	19,5
Brousse (dans la nature)	32	27,7	29,4	10,9
Autres	37,2	35,8	27,1	
Principale source d'eau de boisson				
Robinet d'eau courante	22,60	35,50	23,60	18,30
Forage	26,80	23,70	33,90	15,60
Mini AEP	46,00	6,90	40,20	6,90
Puits protégé	35,70	27,80	25,70	10,80
Puits ouvert	29,40	27,90	31,30	11,40
Autres		50,30	10,20	39,50
Quintile de dépenses mensuelles par tête				
Le plus pauvre	54,3	21,8	18,4	5,5
Le pauvre	24,7	32,1	32,8	10,5
Le moyen	10,3	34,1	40,7	14,9
Le riche	10,9	34,1	36,5	18,5
Le plus riche	3	22,4	39,4	35,1

Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

Au total, on retient que l'insécurité alimentaire et la pauvreté partagent quasiment les mêmes facteurs de discriminations.

7. ANALYSE DES STRATEGIES DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES DANS LA REGION DE MARADI

7.1. Chocs et stratégies communautaires

7.1.1. Accès aux services de base et problèmes communautaires

L'insécurité alimentaire peut être atténuée par une offre suffisante de certaines infrastructures de base. Le questionnaire village de l'enquête vulnérabilité de 2010 comportait des questions relatives à l'existence de celles-ci chez les communautés villageoises interrogées. Les réponses fournies par ces dernières au niveau de la région de Maradi ont été consignées dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Possession par les villages des services relatifs à la situation alimentaire par département (%) en 2010

Possession au sein du village de	Départements						Ensemble Maradi
	Mada rounfa	Aguié	Dakoro	Guidan Roudji	Mayahi	Tessaoua	
un marché	10	30	18,2	26,7	18,2	38,5	24,3
Parc de vaccination animale	Nd	10	18,2	6,7	Nd	7,7	7,1
Case vétérinaire	Nd	10	Nd	20	Nd	Nd	5,7
Point d'eau potable	70	70	36,4	93,3	100	76,9	75,7
Centre de santé intégré	10	10	9,1	26,7	9,1	15,4	14,3
Case de santé intégrée	20	30	18,2	13,3	54,5	30,8	27,1
Banque céréalière	40	60	54,5	60	81,8	23,1	52,9

Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

On observe ainsi que les services les plus disponibles sont les points d'eau potable (75,7%), les banques céréalières (52,9%), et les cases de santé intégrées (27,1%). Moins d'un quart des villages (24,3%) possèdent leur propre marché. Ces services sont davantage proportionnellement plus nombreux dans le département de Mayahi.

A l'opposé, rares sont les villages qui possèdent de parc de vaccination animale (7,1%) ou de case vétérinaire (5,7%). C'est seulement à Guidan Roudji, Aguié et Dakoro que des villages ayant ce genre de services ont été enregistrés.

Les communautés villageoises ne disposant pas de ces services sociaux ont été interrogées sur la distance approximative qui sépare leur village des services les plus proches (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 4 : Distance moyenne pour accéder aux services les plus proches par département (Km) en 2010

Possession au sein du village de	Départements						Ensemble Maradi
	Mada rounfa	Aguié	Dakoro	Guidan Roudji	Mayahi	Tessaoua	
un marché	6,22	5,71	9,22	9,45	7,78	4,63	7,36
Parc de vaccination animale	7,70	14,11	19,89	19,43	16,27	16,67	15,91
Case vétérinaire	7,10	9,67	15,91	13,75	14,09	15,08	12,86
Point d'eau potable	2,33	3,33	13,29	2,00	Nd	3,33	7,18
Centre de santé intégré	8,56	7,67	16,80	13,18	11,00	7,64	10,88
Case de santé intégrée	4,88	3,43	5,56	4,92	6,00	4,89	4,92
Banque céréalière	3,67	6,00	6,80	4,17	7,50	17,20	8,85

Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

En moyenne, les villages ne disposant pas de leur propre parc de vaccination animale se situent à près de 16 kilomètres du parc de vaccination animale le plus proche. Cette moyenne est plus de deux fois plus importante à Dakoro (19,89 km) et Guidan Roudmji (19,43 km) qu'à Madarounfa (7,7 Km). La case vétérinaire et le centre de santé intégré sont les deux autres types de services qui se situent en moyenne à plus de 10 km des populations concernées. Les villages les plus éloignés de ces services sont proportionnellement plus nombreux dans les départements de Dakoro, Guidan Roudmji, Mayahi et Tessaoua.

Par contre, exception faite pour les départements de Dakoro et Mayahi, les villages concernés se situent en moyenne dans un rayon de 5 Km de la case de santé la plus proche. Le problème d'accès aux banques céréalières se pose avec beaucoup plus d'acuité dans le département de Tessaoua où, en moyenne, les villages sont distants de plus de 17 Km de la banque céréalière la plus proche contre une moyenne régionale de 8,85 Km. Les départements de Madarounfa et de Mayahi enregistrent les distances moyennes les plus courtes avec respectivement 3,67 Km et 4,17 Km.

Tableau 5 : Chocs affectant les villages de la région de Maradi au cours des 12 derniers mois par département en 2010.

Chocs	Départements						Ensemble Maradi
	Madarounfa	Aguié	Dakoro	Guidan Roudmji	Mayahi	Tessaoua	
Maladie de bétail	Nd	60	54,5	20	45,5	84,6	44,3
Perte de bétail	20	50	90,9	6,7	Nd	92,3	42,9
Crise alimentaire	30	100	100	93,3	90,9	100	87,1
Sécheresse	Nd	70	90,9	93,3	100	100	78,6
Inondations	10	Nd	Nd	13,3	Nd	7,7	5,7
Pressions parasitaires	60	40	Nd	40	Nd	92,3	40
Baisse des revenus	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
Hausse des prix des produits Manufacturés alimentaires	50	90	100	53,3	72,7	100	77,1
Attaque des animaux/insectes	10	50		46,7	72,7	38,5	37,1

Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

Le questionnaire village de l'enquête vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de 2010 s'est aussi intéressé aux chocs affectant les villages concernés au cours des 12 derniers mois. Concernant la région de Maradi, les résultats ont été synthétisés dans le tableau suivant. On observe la prééminence de trois principaux chocs : la crise alimentaire, la sécheresse et la hausse des prix des produits manufacturés alimentaires qui affectent respectivement 87,1%; 78,6% et 77,1% des villages visités par les agents enquêteurs.

La crise alimentaire a profondément sévi dans tous les départements affectant plus de neuf villages sur dix, à l'exception du département de Madarounfa qui a enregistré une proportion relativement faible (30%). Des constats similaires se font quant à la sécheresse. Par contre, au moins la moitié des villages ont été cuisamment touchés par les hausses des prix des produits manufacturés alimentaires dans tous les départements de la région y compris Madarounfa qui englobe la Communauté urbaine de Maradi.

Interrogées sur les chocs qui les ont le plus affectées au cours des trois dernières années, les communautés villageoises donnent les réponses consignées dans le tableau ci-après.

Les principaux chocs énumérés sont les mêmes que ceux qui ont été identifiés au cours des 12 derniers mois. Les tendances départementales sont aussi identiques. Toutefois, on remarque l'apparition de nouveaux chocs affectant au moins la moitié des villages : la baisse des revenus (55,7%) ; les maladies de bétail (50%), la perte de bétail (50%), et les attaques des animaux et insectes (50%).

Tableau 6 : Chocs affectant les villages de la région de Maradi au cours des 3 dernières années par département en 2010

(en %.)

Chocs	Départements						Ensemble Maradi
	Madarounfa	Aguié	Dakoro	Guidan Roudji	Mayahi	Tessaoua	
Maladie de bétail	10,0	60,0	54,5	26,7	63,6	84,6	50,0
Perte de bétail	50,0	60,0	90,9	6,7	9,1	92,3	50,0
Crise alimentaire	30,0	100	100	93,3	90,9	100	87,1
Sécheresse	Nd	80,0	90,9	93,3	100	100	80,0
Inondations	40,0	Nd	Nd	Nd	Nd	15,4	8,6
Pressions parasitaires	70,0	40,0	9,1	40,0	Nd	100	44,3
Baisse des revenus	50,0	50,0	90,9	40,0	Nd	100	55,7
Baisse des prix des produits agro-pastoraux	Nd	10,0	27,3	Nd	9,1	30,8	12,9
Hausse des prix des produits manufacturés alimentaires	50,0	90,0	81,8	53,3	63,6	92,3	71,4
Attaque des animaux/insectes	10,0	60,0	9,1	66,7	81,8	61,5	50,0

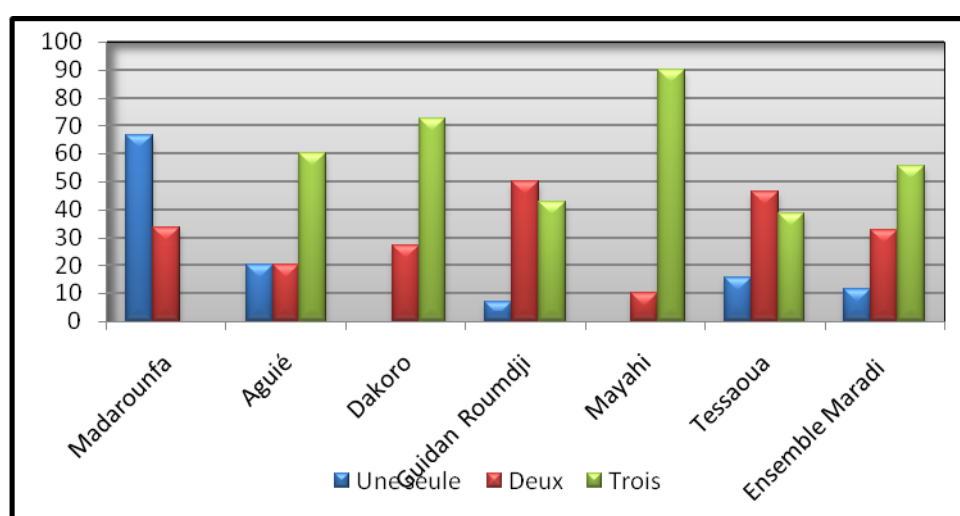
Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

Ce sont les départements de Tessaoua (100%) et de Dakoro (90,9%) qui sont les plus exposés à la baisse des revenus. Les trois autres chocs sont davantage plus répandus dans les départements de Tessaoua, Aguié, Dakoro et Mayahi.

Par ailleurs, des questions relatives à la fréquence de ces chocs au cours des trois dernières années ont été posées. On se limitera ici à la fréquence des trois principaux chocs identifiés(les trois graphiques suivants).

On remarque sur le premier graphique que globalement plus de la moitié des villages concernés ont enregistré trois crises alimentaires au cours des trois dernières années précédant l'enquête, plus de 3 villages sur dix en ont enregistré deux tandis que un peu plus d'un dixième des villages n'en ont connu qu'une seule. Dans trois départements (Mayahi, Dakoro et Aguié), au moins six villages sur dix ont connu trois crises alimentaires successives. A l'inverse, aucun village du département de Madarounfa n'a connu trois crises alimentaires consécutives sur cette période.

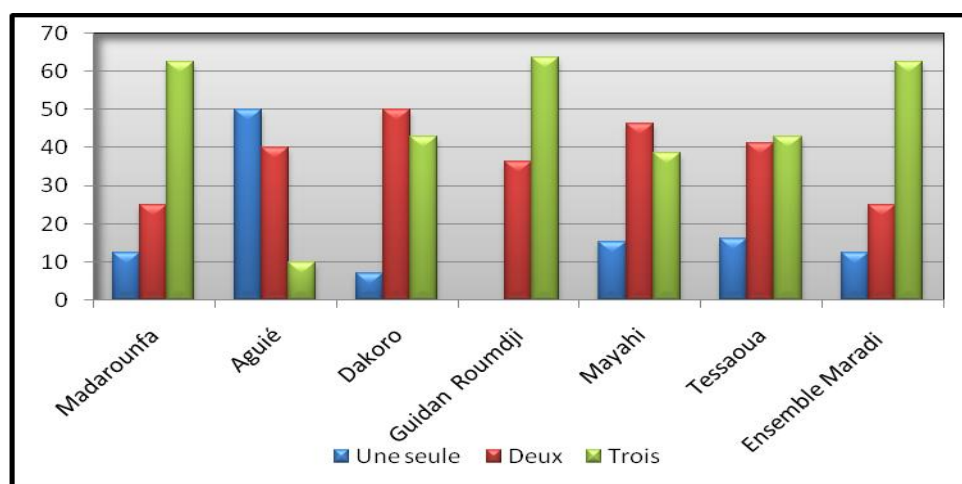
Figure 4 : Proportion (%) des villages affectés en fonction du nombre de crises alimentaires au cours des trois dernières années



Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

Les sécheresses sont très fréquentes dans la région de Maradi. En effet, au cours de la période de référence, plus de 60% des villages en ont enregistré trois successivement. Ce sont les départements de Madarounfa et de Guidan Roumdji qui dépassent légèrement cette moyenne régionale. C'est un paradoxe que ces deux départements agricoles enregistrent des sécheresses plus fréquentes que les départements situés plus au nord. Il faudrait en rechercher les causes spécifiques car situés dans la bande sud. Dans tous les autres départements, cette proportion est voisine de 40%, exception faite pour Aguié. Ce département est d'ailleurs le seul à avoir une proportion importante des villages n'ayant connu qu'une seule sécheresse durant cette période.

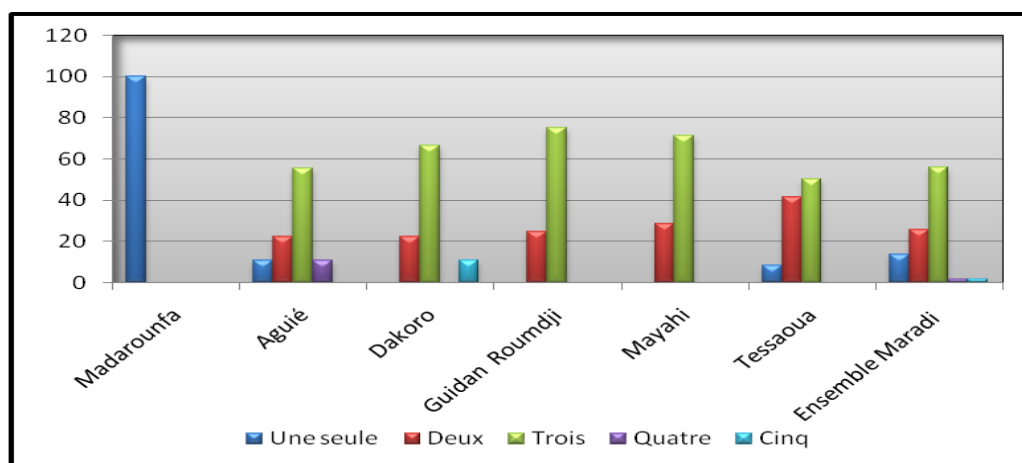
Figure 5 : Proportion (%) des villages affectés en fonction du nombre des sécheresses au cours des trois dernières années



Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

En considérant le nombre des hausses de prix des produits manufacturés alimentaires au cours des trois dernières années, on constate que, aussi bien au niveau régional que départemental (exception faite pour Madarounfa), la proportion des villages qui en ont connu trois est la plus importante. Les départements de Dakoro et d'Aguié sont les seuls à avoir des villages ayant enregistré plus de trois hausses de prix au courant de cette période.

Figure 6 : Proportion (%) des villages affectés en fonction du nombre des hausses des prix de produits manufacturés alimentaires au cours des trois dernières années.



Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

L'impact des chocs sus énumérés est variable en fonction des catégories des ménages. Les ménages les plus affectés sont : i) ceux qui sont dirigés par un veuf ou une veuve, ii) ceux qui sont de grande taille et iii) ceux dont le chef est une femme. Ces avis ont été donnés respectivement dans 91,4%, 90% et 60% des villages visités par les agents enquêteurs. Seule la proportion des communautés villageoises ayant donné le troisième avis présente des disparités assez prononcées. Elle varie de 26,7% à Guidan Rounmdji à 84,6% à Tessaoua.

Tableau 7 : Catégories des ménages les plus affectés par les chocs dans la région de Maradi par département en 2010 en %.

Catégories des ménages	Départements						Ensemble Maradi
	Mada rounfa	Aguié	Dakoro	Guidan Rounmdji	Mayahi	Tessaoua	
Ménages dirigés par un veuf/veuve	70,0	90,0	90,9	93,3	100	100	91,4
Ménages dirigés par une femme	30,0	70,0	72,7	26,7	81,8	84,6	60,0
Ménages de grande taille	100	100	100	86,7	54,5	100	90,0
Ménages éleveurs de gros bétail	60,0	20,0	27,3	Nd	9,1	Nd	17,1
Ménages éleveurs de petit bétail	40,0	30,0	27,3	Nd	Nd	7,7	15,7
Ménages vivant des dons et/ou transferts	20,0	10,0	Nd	33,3	9,1	23,1	17,1
Ménages avec des invalides ou des malades chroniques	10,0	90,0	100	80,0	81,8	92,3	77,1
Ménages dépendant de petits Commerces	60,0	10,0	9,1	13,3	Nd	15,4	17,1
Ménages dépendant de la vente de produits agricoles	80,0	40,0	54,5	6,7	18,2	23,1	34,3

Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

7.1.2. Stratégies communautaires de survie

Au niveau communautaire, les stratégies les plus observées sont le recours aux AGR (87,1%), le départ d'actifs (82,9%), la vente des animaux (82,9%) et la vente ou hypothèque des terres (58,6%). Hormis dans les départements d'Aguié et de Tessaoua, le recours aux AGR a été cité partout ailleurs dans plus de neuf villages sur dix. Pour le départ d'actifs, c'est le département de Guidan Rounmdji qui constitue l'exception.

Tableau 8 : Stratégies communautaires dans la région de Maradi face à la situation alimentaire en 2010 par département

Catégories des ménages	Départements						Ensemble Maradi
	Mada Rounfa	Aguié	Dakoro	Guidan Rounmdji	Mayahi	Tessaoua	
Départ d'actifs	100	100	100	26,7	100	92,3	82,9
Départ des ménages entiers du village	Nd	20,0	27,3	6,7	Nd	Nd	8,6
Les terres ne sont pas cultivées	Nd	Nd	9,1	Nd	27,3	Nd	5,7
Vente des animaux	80,0	90,0	72,7	100	72,7	76,9	82,9
Vente ou hypothèque des terres	100	60,0	18,2	40,0	81,8	61,5	58,6
Transhumance	10,0	10,0	9,1	6,7	9,1	Nd	7,1
Aliments complémentaire pour bétail	10,0	Nd	Nd	53,3	Nd	Nd	12,9
Retrait des enfants de l'école	Nd	10,0	18,2	Nd	9,1	Nd	5,7
Vente des biens domestiques	90,0	20,0	Nd	26,7	9,1	Nd	22,9
Vente des biens de production	10,0	10,0	9,1	20,0	9,1	15,4	12,9
Endettement	50,0	50,0	18,2	26,7	18,2	46,2	34,3
Recours aux AGR	100	70,0	90,9	93,3	100	69,2	87,1
Autres	10,0	30,0	9,1	73,3	Nd	76,9	37,1

Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

La proportion des villages où les populations vendent leurs animaux pour faire face à la situation alimentaire varie de 72,7% à Dakoro et Mayahi à 100% à Guidan Rounmdji. Enfin, la vente ou l'hypothèque des terres connaît également des variations importantes en fonction des

départements. Elle est plus fréquente dans les départements de Madarounfa (100%), Mayahi (81,8%), Tessaoua (61,5%) et Aguié (60%).

7.2. Stratégies de survie des ménages

Comme le soulignent AÏSSETOU et BOUREIMA (2006), le contexte de vulnérabilité chronique a toujours imposé aux populations d'être inventives et dotées de bonnes capacités d'adaptation. Ces aptitudes se traduisent par un changement continu dans le mode d'allocation et d'utilisation des ressources des ménages.

Les enquêtes vulnérabilité à l'insécurité alimentaire permettent de rechercher les stratégies de survie adoptées par les ménages pour amortir les effets des crises alimentaires.

A l'issue de l'enquête vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire de 2006, globalement, six stratégies de survie principales se dégagent dans la région de Maradi:

- Plus de trois ménages sur cinq (61,77%) ont vu au moins un de leur membre diminué sa ration alimentaire à cause de l'insuffisance des vivres. C'est surtout à Mayahi (74,71%) et à Tessaoua (70,08%) que cette stratégie a été la plus utilisée.
- Près d'un ménage sur deux (48,42%) ont eu recours à la vente des animaux comme stratégie de survie face à l'insécurité alimentaire. La vente des animaux femelles a concerné 46,39% des ménages. Ce qui est préoccupant, surtout quand on sait que les fortes hausses des prix des céréales et la baisse des prix du bétail sont les principaux signes annonciateurs des crises alimentaires. Cette stratégie est beaucoup plus adoptée à Mayahi, Tessaoua et Dakoro que dans les autres départements de la région.
- Egalement près d'un ménage sur deux (47,91%) ont enregistré des départs des personnes actives. Toutefois, il convient de noter que l'exode rural n'est pas exclusivement dû à l'insécurité alimentaire dans la mesure où même lors des campagnes agricoles jugées bonnes, on constate des départs massifs de jeunes ruraux des zones rurales vers les grands centres urbains à la recherche d'une occupation complémentaire. Ce sont les régions de Guidan Roumdji (53,33%), Aguié (52,75%), Dakoro (51,5%) et Madaroufa (51,13%) qui ont enregistré des proportions supérieures à la moyenne régionale des ménages ayant enregistré les départs de certains de leurs membres actifs.
- Plus de deux ménages sur cinq (42,81%) développent de petites activités génératrices de revenu pour pouvoir subvenir à leurs besoins alimentaires. Le recours à la vente des animaux mâles ou femelles a été plus fréquent dans les départements de Mayahi et Tessaoua.
- Environ deux ménages sur cinq ont fait recours à un emprunt inhabituel pour amoindrir les chocs. La proportion des ménages ayant utilisé cette stratégie est nettement plus élevée Mayahi (61%), Dakoro (52,8%) et Tessaoua (43,2%) où elle est supérieure à la moyenne régionale.
- Près de deux ménages sur cinq (39,09%) ont procédé à la vente de leurs biens durables. Ces ménages sont proportionnellement plus nombreux à Dakoro (45,35%), Mayahi (41,19%) et Guidan Roumdji (40,17%).

Tableau 9 : Stratégies de survie des ménages dans la région de Maradi selon les départements (%) en 2006

Type de stratégie	Départements						Ensemble Maradi
	Mada Rounfa	Aguié	Dakoro	Guidan Rounmdji	Mayahi	Tessaoua	
Emprunt inhabituel	23,90	30,00	52,80	15,70	61,00	43,20	40,80
Départ d'actifs	51,13	52,75	51,5	53,33	44,26	33,89	47,91
Vente des animaux	29,60	46,66	54,42	34,28	60,13	65,25	48,42
Vente des biens durables	36,57	34,46	45,35	40,17	41,19	35,15	39,09
Vente des biens productifs	15,71	20,57	22,98	9,51	14,78	8,02	15,67
Petits commerces	37,69	55,01	51,51	36,05	38,03	37,61	42,81
Consommation des plantes sauvages	27,69	39,10	26,14	22,68	48,53	28,14	31,87
Vente des animaux femelles	29,91	50,82	52,96	28,94	57,71	57,26	46,39
Hypothèques/vente des terres	13,78	31,65	17,49	14,33	13,07	5,92	15,84
Diminution de la ration journalière	56,96	61,00	53,39	56,90	70,08	74,71	61,77

Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, 2006

Comparativement à la situation de l'année précédente, en 2007, les problèmes d'insécurité alimentaire ont moins sévi dans la région de Maradi si l'on se fie aux proportions des ménages ayant adopté diverses stratégies de survie. En effet, l'essentiel de ces dernières se rapportent à :

- La consommation des aliments identiques chez 14,38% des ménages. Cette proportion ne présente pas de variations sensibles en fonction des départements. La diminution de la ration alimentaire journalière aussi bien chez les enfants (dans 13% des ménages) que chez les adultes (dans 11,69% des ménages). Cette stratégie présente de fortes variations en fonction de département. A titre illustratif, la proportion des ménages ayant diminué la ration alimentaire des enfants varie de 0,5% à Mayahi à 20,37% à Madarounfa.
- L'achat inhabituel des produits alimentaires qui a concerné un peu plus d'un dixième (10,44%) des ménages. Cette stratégie suggère un risque d'insécurité alimentaire quand on considère la faiblesse des revenus des ménages et la forte probabilité de hausse des prix des denrées alimentaires. Les proportions les plus élevées des ménages qui s'en servent ont été observées à Tessaoua (21,74%) et à Guidan Rounmdji (13,07%). A l'inverse, les départements d'Aguié (0,75%) et de Madarounfa (1,25%) se caractérisent par de faibles proportions.
- La consommation des aliments inhabituels est évoquée par 9,97% des ménages. C'est seulement les départements de Mayahi (4,57%) et celui de Madarounfa (4,84%) qui enregistrent des proportions inférieures à cette moyenne régionale.

Tableau 10 : Stratégies de survie dans la région de Maradi selon les départements (%) en 2007

Type de stratégie	Départements						Ensemble Maradi
	Mada rounfa	Aguié	Dakoro	Guidan Rounmdji	Mayahi	Tessaoua	
Départ d'actifs	Nd	0,75	2,27	13,07	1,96	1,31	3,25
Recours inhabituel aux aliments de pénurie	0,57	Nd	1,10	0,94	Nd	2,66	1,08
Vente des biens non productifs	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	2,00	0,40
Vente des biens productifs	0,45	Nd	Nd	1,00	Nd	Nd	0,25
Achat inhabituel des produits alimentaires	1,25	0,75	10,43	13,23	10,05	21,74	10,44
Consommation des aliments moins préférés	3,80	6,87	13,38	11,28	8,92	6,53	8,53
Consommation des aliments inhabituels	4,84	10,33	10,16	15,66	4,57	12,11	9,97
Consommation des aliments identiques	16,63	14,56	13,23	18,10	13,04	11,11	14,38
Vente des animaux reproducteurs	0,45	Nd	2,89	2,86	1,07	7,65	2,94
Vente des terres	Nd	Nd	Nd	1,21	1,22	1,51	0,65
Diminution de la ration alimentaire journalière des adultes	9,57	12,60	14,73	17,60	9,09	6,64	11,69
Diminution de la ration alimentaire journalière des enfants	20,37	20,01	7,81	14,13	0,50	12,26	13,00

Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, 2007

En 2009, les principales stratégies adoptées par les ménages sont dans l'ordre d'importance i) la consommation des aliments moins préférés (41,72%), ii) la diminution de la ration alimentaire journalière (37,81%), iii) la vente des animaux reproducteurs (36,54%), iv) la diminution du nombre de repas pris dans le ménage (31,1%), v) le départ d'actifs (25,7%) et vi) l'achat des vivres à crédit (25,42%).

Les trois premières stratégies sont davantage plus fréquentes dans les départements de Dakoro et Tessaoua. Il en est de même que les départs d'actifs.

Tableau 11 : Stratégies de survie dans la région de Maradi selon les départements (%) en 2009

Type de stratégie	Départements						Ensemble Maradi
	Mada rounfa	Aguié	Dakoro	Guidan Rounmdji	Mayahi	Tessaoua	
Emprunt des vivres	9,91	31,20	32,06	26,01	22,73	26,58	24,41
Recours inhabituel à l'emprunt	19,08	12,90	14,17	16,21	17,68	33,27	18,91
Départ d'actifs	14,00	30,39	32,20	24,48	15,92	39,54	25,70
Vente des biens non productifs	16,12	7,36	5,24	16,00	5,65	23,10	12,08
Vente des biens productifs	6,43	12,45	6,31	11,85	6,86	28,38	11,62
Vente des animaux reproducteurs	24,20	29,84	42,05	29,92	32,45	60,27	36,54
Vente des terres	1,06	1,84	4,91	8,33	5,17	9,19	5,06
Diminution du nombre des repas	16,09	26,71	46,38	40,70	28,00	27,75	31,10
Diminution de la ration alimentaire journalière	24,55	40,73	46,25	39,62	27,26	50,55	37,81
Retrait des enfants de l'école	2,17	0,46	0,78	4,19	3,22	1,35	2,04
Consommation des aliments moins préférés	29,75	43,76	52,00	46,76	28,14	51,83	41,72
Achat des vivres à crédit	12,22	39,78	21,40	30,54	23,40	31,08	25,42
Dépendre de l'aide alimentaire	8,25	34,52	5,50	8,11	6,69	16,00	12,09
Consommation des semences	3,52	20,15	10,63	19,99	15,65	19,37	14,31

Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, 2009

Par contre, la plus forte proportion des ménages ayant recours à l'achat des vivres à crédit a été enregistrée dans le département d'Aguié (39,78%), suivi de ceux de Tessaoua (31,08%) et de Guidan Rounmdji (30,54%). De même, ce sont les départements de Dakoro (46,38%) et de Guidan Rounmdji (40,7%) qui ont enregistré les plus fortes proportions (supérieures à la moyenne régionale) des ménages ayant recouru à la diminution du nombre de repas pris dans le ménage comme stratégie de survie.

Les résultats de l'enquête vulnérabilité à la sécurité alimentaire de 2010 (tableau ci-après) ont permis de mettre en exergue la prééminence de certaines stratégies.

Il s'agit essentiellement de i) la consommation des aliments moins préférés (61,2%), ii) la diminution de la ration journalière (57,08%), iii) la diminution du nombre des repas (41,96%), iv) la diminution de la ration des adultes au profit des enfants (40,33%), v) la vente des animaux reproducteurs (39,33%) et vi) le recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie (35,66%).

Tableau 12 : Stratégies de survie des ménages dans la région de Maradi selon les départements (%) en 2010

Type de stratégie	Départements						Ensemble Maradi
	Mada rounfa	Aguié	Dakoro	Guidan Roudji	Mayahi	Tessaoua	
Consommation des aliments de pénurie	31,65	37,31	18,00	10,63	63,28	51,64	35,66
Passer toute une journée sans manger	18,57	9,29	7,77	10,95	3,53	16,30	10,87
Achat des vivres à crédit	22,56	31,30	11,65	20,06	46,17	34,75	27,46
Mendicité	9,26	9,08	1,31	3,70	4,27	9,73	6,01
Aide alimentaire extérieure	13,66	14,94	9,49	14,81	23,45	13,08	14,73
Départ d'actifs	5,92	16,34	8,45	12,14	16,73	15,42	12,42
Consommation d'aliments moins préférés	29,50	61,76	61,87	44,43	84,35	77,92	61,20
Vente des biens non productifs	7,49	2,60	10,55	2,01	2,63	1,45	4,71
Vente des biens productifs	1,90	10,20	4,30	4,65	10,23	3,48	5,72
Renoncer au paiement de dettes	8,63	21,32	13,39	13,99	23,55	19,86	16,82
Demander à d'autres ménages de la nourriture pour les enfants	16,59	19,77	8,53	11,40	29,87	28,89	19,13
Emprunt des vivres	21,49	29,20	14,05	17,48	33,54	34,70	24,94
Vente des animaux reproducteurs	23,65	34,71	52,23	24,21	62,91	30,66	39,33
Recours inhabituel aux migrations	17,63	28,74	25,60	11,86	35,49	19,89	23,56
Consommation des semences	11,40	12,04	9,23	8,53	11,06	22,60	12,58
Vente des terres	1,49	3,66	1,71	5,68	4,11	4,63	3,47
Diminution de la ration journalière	42,76	48,76	53,66	50,87	62,91	79,47	57,08
Diminution de la ration journalière des adultes au profit des enfants	34,58	36,18	26,70	40,94	53,74	50,97	40,33
Diminution du nombre de repas	33,90	39,48	23,55	39,31	45,14	71,42	41,96
Retrait des enfants de l'école	Nd	0,57	Nd	0,25	1,25	0,78	0,47
Passer toute une journée sans manger	18,57	9,29	7,77	10,95	3,53	16,30	10,87
Aller au lit en ayant faim	22,08	14,83	10,78	19,08	10,95	26,89	17,18

Source : INS, enquête sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger, avril 2010

Les ménages ayant procédé à la vente des animaux reproducteurs sont proportionnellement plus nombreux dans les départements de Mayahi (62,91%), Dakoro (52,23%) et Aguié (34,71%). Toutes les cinq autres principales stratégies ont été davantage plus fréquentes dans les départements de Tessaoua et Mayahi.

Tableau 13 : Stratégies les plus fréquentes (%)

	2006	2009	2010
Départ d'actifs	47,91	25,7	12,42
Vente des animaux	48,42	36,54	39,33
Diminution de la ration journalière	61,77	37,81	57,08
Consommation des aliments moins préférés	Nd	41,72	61,2
Diminution du nombre de repas	Nd	31,1	41,96
Emprunt inhabituel	40,8	18,91	24,94

En résumé, parmi les stratégies de survie utilisées par les ménages pour au moins amoindrir les effets de différentes crises alimentaires, trois principales se dégagent nettement :

- La diminution de la ration alimentaire journalière ;
- La consommation des aliments moins préférés ;
- La vente des animaux.

Chacune de ces trois principales stratégies a été utilisée par plus d'un tiers des ménages à l'occasion de chaque épisode d'insécurité alimentaire (voir tableau ci-dessus).

Tableau 14 ; Proportion (%) des ménages utilisant diverses stratégies selon le sexe du chef de ménage

Sexe du chef de ménage	2006			2010		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Stratégies de survie						
Départ d'actifs	48	42	47,9	14,7	9,9	14,5
Vente des animaux	48,7	32,5	48,4			
Diminution de la ration journalière	61,8	60,8	61,8	15,3	16,6	15,4
Consommation des aliments moins préférés	Nd	Nd	Nd	16,9	19,6	17
Vente des biens non productifs	39,2	33,6	39,1	2,8	1	2,7
Vente des biens productifs ou d'équipements	15,5	23,2	15,7	3,6	1	3,5
Diminution du nombre de repas	Nd	Nd	Nd	13,3	7,3	13
Emprunt inhabituel	Nd	Nd	Nd	8,7	8,1	8,6
AGR	42,5	61,8	42,8	Nd	Nd	Nd
Vente des animaux femelles	46,7	26	46,4	Nd	Nd	Nd
Achat des vivres à crédit	Nd	Nd	Nd	14,9	9,4	14,7
Consommation des plantes sauvages	Nd	Nd	Nd	2,7	1,5	2,7
Diminution de la ration journalière des adultes au profit des enfants	Nd	Nd	Nd	12,7	15,5	12,9
Vente des animaux reproducteurs	Nd	Nd	Nd	11,2	4,7	10,9

Chez les ménages dirigés par les femmes, les stratégies de survie les plus fréquentes sont : i) le recours aux activités génératrices des revenus, ii) la diminution de la ration alimentaire journalière, iii) départ d'actifs et dans une certaine mesure la consommation des aliments moins préférés.

Tableau 16 : principales stratégies de lutte, les contraintes y afférentes ainsi que les pistes d'actions.

Principales Stratégies	Contraintes y afférentes	Pistes d'actions
Consommation d'aliments moins préférés.	- Les facteurs structurels liés aux conditions climatiques précaires, - la pauvreté chronique - la forte croissance démographique, - La faiblesse des revenus des ménages ; - La forte probabilité de hausse des prix des denrées alimentaires.	- Elaboration et mise en œuvre d'un plan de soutien aux populations vulnérables, - Suivi permanent des zones vulnérables ; - Suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle à travers les sites sentinelles - réévaluation de la situation alimentaire dans les départements et communes
Diminution de la ration journalière		
Achat des vivres à crédits		
Diminution du nombre de repas journaliers		
Recours aux emprunts de vivres		
Vente d'animaux reproducteurs		
Départ d'actifs plus que jamais		
Vente de bien non productifs		
Vente de bien Productifs.		
Vente de Terre.		
Retrait des enfants de l'école.		

7.3. Stratégies et politiques nationales de sécurité alimentaire

L'Etat nigérien a fait de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population l'un des objectifs prioritaires de la lutte contre la pauvreté. Cette volonté politique se traduit par l'adoption et la mise en œuvre de plusieurs instruments juridiques, politiques et programmes, et l'existence des structures de prise en charge de ces questions.

Du nombre d'instruments juridiques, on peut citer entre autres :

- l'arrêté N°26/CMS/PM du 10 septembre 1984 créant le « Comité interministériel de suivi de la campagne agropastorale et de coordination de l'aide alimentaire devenu en 1987 « Comité technique pluridisciplinaire (CTP) de suivi et de la coordination de l'aide alimentaire » par arrêté N°012/PM de 2 novembre 1987 ;
- le décret N°89/003/PM du 23 août 1989 mettant en place le Système d'alerte précoce complété par le décret N°95-081/PM du 31 mai 1995 ;
- l'ordonnance N° 92-030 du 8 juillet 1992, portant adoption des « Principes directeurs d'une politique de développement rural pour le Niger » ;
- l'ordonnance N° 93-015 du 2 mars 1993, portant principes d'orientation du code rural ;
- le décret N° 97-006/PRN/MAG/EL du 10 Janvier 1997 portant réglementation de la mise en valeur des ressources naturelles ;
- le décret N° 98-108/PRN/MSP du 12 Mai 1998 instituant le Contrôle sanitaire des denrées alimentaires à l'importation et à l'exportation ;
- le décret N° 99-433/PCRN/MSP du 1^{er} novembre 1999 fixant la structure, la composition et le fonctionnement de la police sanitaire ;
- le décret N°2000-281/PRN/PM du 4 août 2000 promulguant la Stratégie opérationnelle de sécurité alimentaire ;
- le décret N° 2002-222/PM du 3 septembre 2002 portant sur la création du «Comité national de prévention et gestion des crises alimentaires (CNP-GCA)» ;
- le décret N° 2003-310/PRN/MRA du 14 novembre 2003 portant approbation du document sur la Stratégie de Développement Rural (SDR) ;
- le décret N°2011-052/PCSRD du 25 janvier 2011, portant organisation, attributions et modalités de fonctionnement de la Haute Autorité à la Sécurité Alimentaire (HASA) et
- les décrets N°2011-407/PRN et N°2011-407/PRN du 6 septembre 2011 le premier portant création et le second portant organisation et fonctionnement du Haut commissariat chargé de la mise en œuvre à la stratégie « Nigériens nourrissent Nigériens (3N)».

Outre le Plan de Développement Economique et Social (PDES) qui est actuellement la principale loi d'orientation en matière des politiques économiques et sociales du Niger, l'Etat nigérien a créé en 1998 le Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA) composé de la Cellule crise alimentaire (CCA) et de la Cellule de coordination du système d'alerte précoce (CC /SAP). Plus récemment, pendant la transition militaire de 2010/2011, il a été créé la HASA.

A partir de 2005, l'Office des produits vivriers du Niger (OPVN) a été redynamisé dans l'objectif de constituer des stocks de sécurité à travers l'achat des céréales pendant la période de récolte et la revente de celles-ci pendant la période de "soudure" à des prix relativement bas afin de contrecarrer les comportements spéculatifs des commerçants du secteur vivrier.

L'engagement politique en matière d'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle s'est aussi concrétisé à travers l'élaboration et la mise en place des plusieurs politiques et programmes.

Tout d'abord, il faut noter la Stratégie de réduction de la pauvreté, élaborée en 2002 et révisée en 2008, qui est la principale loi d'orientation en matière des politiques économiques et sociales du Niger. Ensuite, la Stratégie de développement rural de 2003 servant de cadre de référence pour toutes les actions dans le secteur rural et dont l'amélioration de la sécurité alimentaire est l'axe transversal de tous les programmes. En outre, le Programme de développement sanitaire (PDS) comporte un volet « lutte contre la malnutrition chez les enfants et les femmes ».

A ces documents cadres s'ajoutent :

- La Stratégie Nationale des Banques Céréalières du Niger élaborée en 1992 par la Direction de l'action coopérative et de promotion des organisations rurales (DACPOR) et révisée en 2000 et en 2009. Ces banques céréalières servent de lieu de stockage de céréales pour permettre aux populations de s'approvisionner à prix modéré pendant la période de soudure.
- Le Programme complet de sécurité alimentaire (PCSA) de 1994 dont l'élaboration repose sur l'identification d'un certain nombre de problèmes de base allant de « l'insuffisance et l'irrégularité des pluies » à « la faiblesse des revenus dans les groupes vulnérables » en passant par « le gaspillage alimentaire lors des cérémonies ». Il est composé de plusieurs sous-programmes dont i) institutions et services : organisation villageoise, vulgarisation/formation, crédit, éducation, recherche appliquée, marchés et commercialisation, dispositions anti-aléas, mise en place et suivi du PCSA ; ii) productions alimentaires : produits agricoles, élevages, pêche ; iii) infrastructures : stockage, transport, communication, eau, éducation, santé ; iv) activités socio-économiques : génération de revenus, nutrition et santé et v) environnement : récupération des terres dégradées, foresterie rurale.
- La Stratégie opérationnelle de sécurité alimentaire du PCSA 1994 notamment en ce qui concerne son programme «Lutte contre l'insécurité alimentaire par le développement de l'irrigation» dont les principaux objectifs sont la promotion du développement de fermes agropastorales, l'accroissement de la disponibilité et de l'accessibilité alimentaire, et le développement des exportations agricoles.
- La Stratégie opérationnelle de sécurité alimentaire (SOSA) pour le Niger de 2000 qui vise à améliorer durablement la sécurité alimentaire et à prévenir et atténuer les crises alimentaires
- La Stratégie nationale et plan d'action en matière de changements et variabilités climatiques (SNPA/CVC) de 2003 visant entre autres à : i) protéger les secteurs socio-économiques les plus vulnérables et à envisager des mesures d'adaptation aux changements climatiques ; ii) promouvoir la génération et le transfert des technologies alternatives ; iii) élaborer et mettre en œuvre un programme de sensibilisation, d'information et de formation sur les changements climatiques ; et iv) promouvoir la coopération scientifique et technique régionale et internationale dans le domaine des changements climatiques
- Le Plan national d'action pour la nutrition 2003-2013 qui vise à contribuer à l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en matière d'alimentation et de nutrition notamment en réduisant i) la sous-nutrition aiguë de 20% à 10% chez les enfants

de 0 à 5 ans ; ii) le retard de croissance de 40% à moins de 20% chez les enfants de moins de 5 ans et iii) le petit poids à la naissance de 14% à moins de 10%.

- La Stratégie de développement de l'irrigation et de la collecte des eaux de ruissellement de 2005 dont l'objectif principal est l'amélioration de la contribution de l'agriculture irriguée au PIB agricole en la portant de 14% actuellement à 28% à l'horizon 2015 ;
- La Stratégie décentralisée et partenariale d'approvisionnement en intrants pour une agriculture durable de 2006 poursuivant spécifiquement les trois objectifs suivants i) assurer un accès régulier des producteurs à des intrants de qualité et à un coût compétitif, ii) créer un cadre juridique réglementaire en vue d'assurer les fonctions de contrôle et de suivi de la production, de la commercialisation et de l'utilisation des intrants agricoles, zootechniques et vétérinaires et iii) renforcer les capacités des organisations des producteurs ;
- La Politique nationale d'alimentation et de nutrition (PNAN) de 2008 qui s'oriente vers le renforcement du cadre institutionnel et la coordination des activités intersectorielles pour mieux relever les défis qui se posent en matière d'alimentation et de nutrition.

Outre ces politiques et programmes à vocation nationale, de nombreux projets et programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire, appuyés par les partenaires techniques et financiers, sont présents dans la région de Maradi. On peut notamment citer :

- Le Projet de mobilisation des eaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PMERSA/MTZ) financé par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) ;
- Le programme d'appui à la stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (PASDRP) financé par la Banque africaine de développement (BAD) ; Le Projet de Développement Rural de Dakoro (PDRD) avec l'appui de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) ;
- Le programme d'actions communautaires (PAC II) ayant comme principaux bailleurs la Banque mondiale à travers l'Association internationale de développement (IDA), le Fonds mondial de développement agricole (FIDA) et le Fond pour l'environnement mondial (FEM) ;
- Projet de développement des exportations et des marchés agro-sylvo-pastoraux (PRODEX) bénéficiant également de l'appui de la Banque mondiale ;
- Projet d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire et au développement rural (PUSA/DR) dont les principaux partenaires techniques et financiers sont la Banque mondiale, le FIDA, le Fonds OPEP et le FBS ;
- Le Projet promotion de la sécurité alimentaire PPSA - DNP-GCA dont le financement a été assuré par BMZ à travers le GIZ ;
- Programme d'appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux (PAAPSSP) pour lequel la Coopération technique belge (CTB) apporte un appui important ;
- Programme d'appui au secteur de l'élevage « PASEL » financé par la Direction du développement et de la coopération Suisse (DDC) ;
- Programme d'appui aux organisations rurales du Niger pour une sécurité alimentaire effective également bénéficiant de l'appui financier de la DDC ;
- Programme d'appui au développement de l'irrigation privée au Niger (PADIP) également financé par la DDC ;

- Le projet d'Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants coopératives (IARBIC) développé par la FAO avec l'appui financier de l'Union européenne, la Coopération luxembourgeoise, la CTB et la Coopération espagnole ;
- Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA) dont le financement est entièrement assuré par le FIDA ;
- Le Projet de gestion intégrée des écosystèmes dans les régions transfrontalières entre le Niger et le Nigéria, la « Contribution à l'amélioration des pratiques agro-forestières et utilisation de semences améliorées », la « reconstitution du cheptel d'élevage de case pour la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques des ménages », le « Projet de gestion communautaire de la vallée à palmier doum de Goulbin Kaba en vue de la restauration et de la préservation de la biodiversité et la promotion des activités de l'irrigation » et le « Projet d'Appui à l'adaptation des pratiques productives des communautés pastorales et agropastorales » bénéficiant tous du financement du FEM.
- Programme d'urgence pour l'approvisionnement en eau pour faire face au changement climatique financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ;
- Le « Country programme » et l'« Intervention prolongée de secours et de redressement » du Programme alimentaire mondial (PAM) ;
- La composante nationale du Programme africain d'adaptation au changement climatique élaboré par le PNUD ;
- Programme d'appui au développement économique local (PADEL) du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) avec la collaboration du Fonds belge de sécurité alimentaire (FBSA), de l'Union européenne et de la Coopération luxembourgeoise ;
- Projet d'Appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi (PASADEM) dont le démarrage aura lieu en 2012, FIDA ;
- Le "Projet Intrants" développé par la FAO.

7.4. Partenariat et stratégies des partenaires

En matière de lutte contre l'insécurité alimentaire, le Niger a développé et diversifié des alliances stratégiques avec des partenaires aussi bien bilatéraux que multilatéraux. Ceux-ci travaillent en étroite collaboration avec les services déconcentrés des ministères de l'agriculture et élevage, de l'hydraulique, de la santé publique, de l'environnement et d'autres structures étatiques intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire. Ils travaillent aussi en synergie avec les organisations paysannes et les opérateurs privés comme les fournisseurs d'intrants ou d'équipements agricoles.

En ce qui concerne la région de Maradi, les principaux partenaires techniques et financiers sont : Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Union Européenne (UE), le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Association internationale de développement (IDA), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fond pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds d'équipement des Nations Unies, la Banque mondiale, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Banque Africaine de développement, le Fonds OPEP, la France, la Belgique, le Japon, l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, le Canada, le Luxembourg, etc.

On y note également l'émergence de nombreuses ONG et associations nationales et internationales. Parmi celles-ci, on peut citer : Plan Niger, Helen Keller International (HKI), Action contre la Faim (ACF), Care-international, Islamic Relief, Catholic Relief Service, Oxfam Québec, Enfance sans Frontières, Médecins sans frontière, Save the Children, la Croix-Rouge, le Réseau d'organisations paysannes et de producteurs agricoles (ROPPA), l'ONG Karkara, Alternatives espaces citoyens, l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN), etc.

Ces partenaires ont développé diverses stratégies d'intervention telles que: i) la prise en charge de la malnutrition, la surveillance et la récupération nutritionnelles ; ii) la supplémentation de certains groupes cibles ; iii) la constitution des banques céréalières , des stocks d'urgence et des greniers féminins de soudure ; iv) la promotion de bonnes pratiques nutritionnelles à travers des activités de sensibilisation et de démonstration culinaire ; v) le renforcement des capacités au niveau communautaire pour donner aux familles et aux communautés les compétences pour dépister et prévenir la malnutrition aiguë ; vi) la promotion des activités génératrices des revenus et la diversification des sources de revenus ; vii) le renforcement des ressources et capacités du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires ; viii) la prévention et l'atténuation des difficultés alimentaires en période de soudure à travers le lancement des opérations d'urgence visant à distribuer gratuitement des vivres aux populations vulnérables en général et aux enfants et femmes enceintes et allaitantes en particulier ; ix) l'amélioration de l'accessibilité aux services publics et financiers en vue de promouvoir le développement économique local ; x) le renforcement des capacités institutionnelles notamment celles des collectivités territoriales en matière de ciblage des groupes vulnérables ; xi) la promotion d'une offre pérenne et sécurisée de services financiers; xii) l'augmentation de la production agricole et animale à travers l'enseignement et la promotion des innovations technico-économiques visant l'amélioration de la productivité des cultures vivrières, la récupération de terres dégradées et la lutte contre les plantes invasives ; xiii) le renforcement de la capacité d'adaptation aux changements climatiques ; xiv) la lutte contre les ravageurs ; xv) la production de semences améliorées de cultures vivrières en particulier les variétés à cycle court ou à rendement élevé ou encore à haute valeur nutritive ; xvi) l'augmentation de la capacité de résistance aux chocs des populations locales, xvii) la mise en place et la coordination des réseaux de groupements d'épargne-crédit féminins à l'image de "Mata masu dubara" développé par Care International dans la région de Maradi et xviii) les autres stratégies telles que « cash transfert », « argent contre travail », « vivres contre travail », « vente des céréales à prix modéré » et « distribution gratuite des vivres » . Ces stratégies ont beaucoup contribué à l'amélioration des conditions de vie de la population de la région de Maradi, d'autant plus que leur volume augmente par temps des crises alimentaire . Ses effets sont plus remarquables au niveau des femmes qui ont pu à travers ses actions mettre en place des activités génératrices de revenu.

7.5. Atouts, défis et contraintes

7.5.1. Atouts

La région de Maradi dispose d'énormes potentialités à mettre en valeur dans la lutte contre l'insécurité alimentaire (voir partie introductive) dont entre autres i) l'existence d'un capital physique, social et humain sur lesquels les investissements nécessaires pour renforcer la sécurité alimentaire doivent s'appuyer, ii) le potentiel productif agro-sylvo-pastoral ; iii) le dynamisme économique et commercial de sa population ainsi que sa capacité à innover; iv) les terres irrigables (Goulbin Maradi et Goulbin Kaba) dont près de 800 ha sont déjà

aménagés par le Projet de promotion de la petite irrigation et 700 ha à aménager par le PUSADER et v) le potentiel de développement de l'élevage avec la complémentarité des zones agro-écologiques (FIDA, 2011).

7.5.2. Défis

Malgré ces atouts, les récentes crises alimentaires ont montré que cette région reste l'épicentre de l'insécurité alimentaire au Niger (FIDA, 2011) et ce, en raison de sa dépendance vis-à-vis de l'agriculture de subsistance et de son extrême vulnérabilité aux chocs économiques et climatiques, ainsi que de sa situation géographique et sociodémographique.

Les défis majeurs auxquels les acteurs de la lutte contre l'insécurité alimentaire dans la région de Maradi font face sont les suivants :

- Disposer des statistiques fiables sur le bilan agro-pastoral au niveau national de la région. L'intervention de l'Etat et de ses partenaires techniques et financiers est souvent fondée sur les bilans agro-pastoraux. Schématiquement, comme le rappelle OLIVIER DE SARDAN (2007), au Niger, la production des statistiques y afférentes se fait de la manière suivante : les districts agricoles fournissent les premières statistiques sur la base des données expérimentales obtenues à l'aide de la méthode des carrés de rendement. Celles-ci sont ensuite extrapolées pour évaluer la production globale du district avant de remonter au comité sous-régional de prévention et de gestion des crises alimentaires (CSRPGCA) qui, à son tour, remplit les fiches d'identification des zones vulnérables et les envoie au Comité Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires qui les transmet à son tour au SAP/Niamey. La fiabilité de ces données est sujette à caution dans la mesure où les districts agricoles ne disposent pas de moyens de déplacement pour aller dans les villages relever les carrés de rendement. Ils sont contraints de procéder à des méthodes d'estimation beaucoup moins rigoureuses. Outre cela, il arrive que les CSRPGCA revoient ou redressent ces chiffres. Affronter les divers soubassements des crises alimentaires. L'insécurité alimentaire n'est pas seulement sous-tendue par les déficits pluviométriques et autres aléas climatiques. Elle a des origines beaucoup plus complexes, les unes activant les autres, allant des facteurs économiques, démographiques et socioculturels aux droits humains et au déficit de capacités au sens de SEN.
- Créer les conditions d'une sécurité alimentaire structurelle prioritairement fondée sur la mobilisation des ressources alimentaires de la région. Comme il a été souligné plus haut, la région de Maradi dispose d'importants atouts pour asseoir une base durable de la sécurité alimentaire. Le défi est de pouvoir mobiliser les moyens matériels, humains, techniques et financiers pour arriver à ce but ci, dans le moyen et long terme, le rôle moteur doit revenir à la recherche, au développement rural et à l'amélioration de la productivité du secteur agricole et agroalimentaire plutôt que d'accorder la primauté à l'aide alimentaire.
- Améliorer les revenus des ruraux sur la base d'une stratégie de croissance rapide du secteur agricole. L'insécurité alimentaire résulte essentiellement du déficit de production et de la faiblesse des opportunités économiques. En l'absence de ces dernières, qui sont des sources des revenus alternatives permettant de recourir aux marchés pour s'approvisionner en denrées alimentaires, les déficits de production alimentaire se transforment en insécurité alimentaire. Ainsi, du fait de ses faibles opportunités économiques, le milieu rural concentre l'écrasante majorité de la population vulnérable à l'insécurité alimentaire.
- Protéger le capital productif des populations pauvres. En période de difficultés alimentaires, l'une des stratégies de survie adoptée par les populations touchées consiste à

décapitaliser leurs moyens de production. Ce qui les fragilise davantage en les rendant vulnérables à d'autres épisodes des pénuries alimentaires. Il est donc impératif d'accroître la capacité de résilience des populations locales:

7.5.3. Contraintes

Plusieurs contraintes font obstacle à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans la région de Maradi. Tout d'abord, sur le plan économique, la pauvreté de masse qui sévit dans la région se traduit par des conditions de vie précaires. Les pauvres ne peuvent donc pas satisfaire convenablement leurs besoins vitaux en général et en alimentation saine et nutritive en particulier. C'est ce qui fait dire que la lutte contre l'insécurité alimentaire doit nécessairement s'inscrire dans une vision plus large de la lutte contre la pauvreté, du respect des droits et de la dignité humaine. En plus, les fortes fluctuations des rendements agricoles conduisent fréquemment à des hausses très prononcées des prix des denrées alimentaires et corrélativement à la poussée de la pression inflationniste et à la dégradation du pouvoir d'achat des groupes vulnérables. Outre cela, dans leur logique de stratégie de survie, les populations vulnérables ont tendance à décapitaliser leur capital productif et à décimer leur cheptel. Il faut également noter que les conflits entre éleveurs et cultivateurs ont contribué à dégrader significativement la situation économique et sociale des zones concernées.

Ensuite, au niveau géographique, la région de Maradi est fortement dépendante de l'agriculture pluviale et subit quasi-régulièrement les effets des calamités naturelles (ravageurs, maladies des cultures, inondations, sécheresses localisées, vagues de chaleur et de tempête) conduisant à d'importantes pertes de production ainsi que les risques covariants.

Enfin, le poids démographique de la région semble jouer un rôle majeur. En effet, Maradi est la région la plus peuplée du Niger. Sa population croît à un rythme spectaculaire avec un nombre moyen de huit enfants par femme en âge de procréer et un taux d'accroissement naturel de 3,73%. Ce taux est supérieur au taux de croissance économique (2,09% en 2011). Ce qui laisse penser que. Ce croît démographique entraîne une rupture d'équilibre entre les disponibilités des ressources naturelles et l'intensité d'exploitation dont celles-ci font l'objet (CILSS, 2003) entraînant ainsi la dégradation des terres et la perte de fertilité, et limitant corrélativement la productivité agricole.

Outre ces facteurs, il convient de noter que, malgré l'existence d'importants dispositifs de coordination des acteurs et activités de la lutte contre l'insécurité alimentaire, l'une de principales critiques formulées à l'encontre de différentes politiques et stratégies en la matière est leur manque d'harmonisation et d'opérationnalité. Pour AÏSSETOU et BOUREIMA (2006), cela est dû au fait qu'il s'agit généralement d'initiatives émanant des organisations sous-régionales ou internationales.

8. LEÇONS TIREES DES INTERVENTIONS ANTERIEURES

Ici, il s'agit de faire un tour d'horizons sur les méthodes de ciblage, les interventions et les difficultés rencontrées dans la région de Maradi aussi bien par les acteurs étatiques que par les acteurs non étatiques tout en proposant des pistes d'amélioration de la situation alimentaire.

8.1. Acteurs non étatiques

8.1.1. Méthodes de ciblage

Les méthodes de ciblage privilégiées par les acteurs non étatiques sont les suivantes

- Classement des ménages par niveaux de vulnérabilité (ABCD) sur la base des critères socioéconomiques préalablement définis avec les communautés ;
- Utilisation des méthodes développées et appliquées par le SAP/CCA (voir plus haut) ;
- Utilisation des indicateurs issus des enquêtes vulnérabilité à la sécurité alimentaire ainsi que ceux des enquêtes nutrition et survie de l'enfant ;
- Auto-ciblage des ménages vulnérables par les populations en assemblée villageoise à partir de critères préalablement définis ;
- Utilisation des listes de villages déficitaires identifiés par les services techniques de l'Etat
- Ciblage géographique ;
- Utilisation des données des enquêtes sur les prix des marchés.

Plusieurs raisons sous-tendent ces méthodes de ciblage. Tout d'abord, il faut noter le souci d'adopter une démarche participative impliquant tous les acteurs y compris les populations bénéficiaires. Ensuite, l'utilisation de certaines de ciblage, méthodes notamment celles développées par le SAP/CCA, vise à se conformer aux recommandations du plan national de soutien aux populations vulnérables et aux principes en vigueur pour toutes les interventions humanitaires. Enfin, la contrainte des moyens d'intervention impose à certains intervenants de recourir à des méthodes moins onéreuses et à s'en tenir aux populations les plus vulnérables.

Au total, les méthodes de ciblage des acteurs non étatiques ne sont pas harmonisées. Ce qui est une source première du manque de coordination de leurs interventions.

8.1.2. Principales interventions et difficultés rencontrées

Interrogés sur leurs principales interventions en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire dans la région de Maradi, les acteurs non étatiques qui y sont présents ont donné les réponses suivantes : i) la distribution gratuite et ciblée de vivres et aliments de bétails, ii) le cash for work, iii) le school feeding, iv) le blanket feeding, v) le blanket feeding protégé, vi) le food for work, vii) la vente à prix modérés des céréales et des aliments de bétails, viii) le déstockage des animaux par abattage, séchage de viande et distribution de viande boucanée à des centres de santé, ix) le cash transfer, x) le cash for training, xi) la distribution gratuite de semences améliorées, xii) les missions d'information éducation communication, xiii) l'empoissonnement de mares, xiv) la formation des membres de comités techniques de suivi des opérations, xv) la reconstitution de cheptel xvi) la création de banques céréalières d'urgence, xvii) la création de banques d'intrants zootechniques et xviii) la mobilisation des eaux pour entreprendre des cultures irriguées.

Ces interventions se heurtent à de nombreuses difficultés dont les principales se rapportent i) au retard dans la livraison des vivres , ii) à la non actualisation de la situation des ménages

conduisant à un mauvais ciblage des vulnérables dans certaines zones et entraînant des frustrations, iii) à l'insuffisance de fiabilité dans les données relatives aux villages déficitaires, iv) aux contraintes d'accessibilité à certaines zones, v) à la mauvaise répartition des rôles et responsabilités des différents intervenants dans la gestion des crises et vi) à l'insuffisance des moyens face à l'ampleur des besoins.

8.1.3. Pistes d'amélioration

Les différents intervenants ont été invités à donner leurs avis sur les principaux axes stratégiques sur lesquels on peut s'appuyer pour améliorer la situation alimentaire de la région de Maradi compte tenu de leurs expériences. Ainsi, les acteurs non étatiques insistent sur la nécessité d'améliorer les performances de ces stratégies mais de surtout prévenir l'insécurité alimentaire par réduction de la vulnérabilité aux chocs climatiques (sécheresses, inondations, prédateurs,...) tout en renforçant les capacités de production au-delà de l'urgence:

1. promouvoir la transparence et l'équité dans les interventions en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire;
2. impliquer pleinement les bénéficiaires dans le ciblage des vulnérables ;
3. renforcer les capacités des autorités communales et des organisations de la société civile ;
4. mettre en place de comités spécialisés dans le traitement des plaintes ;
5. améliorer l'évaluation des campagnes agricoles ;
6. augmenter les quantités de vivres pour les ventes à prix modérés ;
7. disposer de stocks permanents jusqu'à des niveaux décentralisés pour intervenir à temps ;
8. actualiser régulièrement les données relatives à la population des villages ;
9. créer des banques d'intrants zootechniques (santé et alimentation) dans toutes les communes situées en zone pastorale ;
10. créer des banques céréalières et magasins de warrantage dans toutes les communes ;
11. instituer des systèmes de primes de motivation et prendre en charge les membres des comités de gestion spécialisés des activités entrant dans le cadre la lutte contre l'insécurité alimentaire ;
12. renforcer les stocks de sécurité de l'Etat ;
13. mobiliser les eaux de surface ;
14. promouvoir et encourager la culture maraîchère ;
15. promouvoir et soutenir des activités génératrices de revenus.
16. Améliorer la production et les rendements agricoles et pastoraux.

8.2. Services Techniques de l'Etat

Rappelons que les interventions étatiques en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires sont coordonnées au niveau du Dispositif national de gestion et de prévention des catastrophes et des crises alimentaires (DNGPCA).

Le DNGPCA a des structures décentralisées (régionales et départementales) – Comités régionaux (CRPGCA) et sous-régionaux (CSRPGCA) de prévention et de gestion des catastrophes et des crises alimentaires – qui sont chargées de i) recueillir, synthétiser et valider l'information sur la situation alimentaire ; ii) produire une analyse de la situation et proposer les mesures à prendre et iii) coordonner les interventions menées dans leur zone de compétence en ce qui concerne la prévention et la gestion des crises alimentaires. Ces structures sont rencontrent encore des difficultés opérationnelles mais aussi des méthodes d'évaluation non encore standardisées qui tendent.

Relevant d'une approche fondamentalement multisectorielle et multi-acteurs, la prévention et la lutte contre l'insécurité alimentaire exigent des actions combinées et concertées de tous les acteurs concernés et ce, à tous les niveaux d'intervention. Pourtant, malgré l'importance du dispositif mis en place pour y parvenir, l'une des difficultés évoquées dans la gestion des crises alimentaires est le problème de coordination dû i) aux irrégularités des réunions (les réunions ne se tenant le plus souvent qu'en cas de crise alimentaire déclarée), ii) l'insuffisance du budget de fonctionnement des comités et iii) la faible motivation des acteurs du terrain.

En plus, bien que les acteurs étatiques et non étatiques s'associent dans la lutte contre l'insécurité alimentaire (tenue des réunions mensuelles cluster nutrition et sécurité alimentaire ainsi que les réunions de suivi conjoint), le niveau de coordination de ces deux catégories d'intervenants est faible comme en témoigne l'existence des acteurs non étatiques dont les services techniques de l'Etat ignorent les stratégies d'intervention.

Envisager des actions de grande envergure, pour changer les mentalités et les comportements des populations car l'insécurité alimentaire est aussi, en partie due, aux causes socioculturelles.

Inciter les populations locales à s'investir davantage dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, en particulier et dans le développement, en général.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La pauvreté et la situation alimentaire et nutritionnelle de la région de Maradi suscitent de nombreuses préoccupations. Ce travail s'est évertué à approfondir les réflexions pour mieux cerner ces deux phénomènes. Il a spécifiquement examiné i) les origines et les manifestations des problèmes alimentaires et nutritionnels ainsi que leurs interrelations avec la pauvreté de masse qui sévit dans la région; ii) les stratégies d'intervention de différents acteurs en place et iii) les points de vue des acteurs de terrain afin de proposer des pistes de réflexion pour une réduction optimale de l'insécurité alimentaire.

Il ressort que la crise alimentaire a atteint des seuils critiques dans la région à tel point que certains acteurs présentent la région de Maradi comme étant l'épicentre des crises alimentaires au Niger. Pourtant cette région regorge d'importantes potentialités à mettre en valeur dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Il s'agit entre autres i) du potentiel productif agro-sylvo-pastoral ; ii) du dynamisme économique et commercial de sa population et iii) de l'existence des terres irrigables (Goulbin Maradi et Goulbin Kaba).

En plus, de nombreux acteurs étatiques et non étatiques s'évertuent à juguler la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans la région en mettant en place une multitude des stratégies d'intervention allant de la promotion de bonnes pratiques nutritionnelles à travers des activités de sensibilisation et de démonstration culinaire à l'augmentation de la production agricole et animale à travers l'enseignement et la promotion des innovations technico-économiques visant l'amélioration de la productivité des cultures vivrières, la récupération de terres dégradées et la lutte contre les plantes invasives.

Nonobstant ces efforts pour éradiquer la pauvreté dans la région, Maradi persiste dans le cercle vicieux de la pauvreté et l'insécurité tant les habitudes alimentaires de la région n'ont pas varié et le taux de croît démographique reste l'un des plus importants au Niger.

Outre cela, les populations locales adoptent elles-mêmes des stratégies de survie afin de faire face aux épisodes plus ou moins intenses de l'insécurité alimentaire. Les stratégies les plus fréquentes sont : la consommation des aliments moins préférés, la diminution de la ration journalière, la vente des animaux reproducteurs, le recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie, les déplacements des populations des territoires locaux, l'achat des vivres à crédit, le développement des activités génératrices de revenu et la vente des biens durables.

Cette pluralité des stratégies des populations locales doit être perçue comme une incapacité de répondre de manière adéquate à la récurrence des crises alimentaires dans la mesure où elle traduit l'inefficacité de chacune de ces stratégies prise individuellement à absorber les chocs. En plus, certaines de ces stratégies de survie qui précipitent et reproduisent les phénomènes de paupérisation (vente du capital productif, accumulation des dettes, etc.). La principale implication est que leur capacité de résilience se détériore du jour au lendemain si bien qu'il leur est difficile de reconstituer leurs ressources productives. Ainsi, on assiste de plus en plus à une redistribution sociale du foncier avec l'exclusion des ménages les plus vulnérables et au phénomène de paysans sans terre.

Les principaux facteurs responsables de cette situation sont : la pauvreté, les déficits pluviométriques et autres aléas climatiques, la fragilisation des écosystèmes aggravée par le phénomène des changements climatiques, les catastrophes naturelles, la situation sociodémographique, le niveau de dépendance vis-à-vis de l'agriculture de subsistance, les fluctuations des prix des denrées alimentaires, l'utilisation des techniques agricoles archaïques, l'insuffisance des opportunités économiques, la décapitalisation du capital productif, la décimation du cheptel, etc.

La situation nutritionnelle des enfants est, quant à elle, marquée par niveaux élevés de malnutrition aigue globale et de mortalité infantile. Cette situation dérive en grande partie du non-respect des droits humains (des enfants et des femmes) et surtout des règles religieuses, de la détérioration du régime alimentaire (la cueillette de feuilles consommables, diminution de la ration alimentaire, consommation des repas moins préférés, etc.).

Eu égard à tout ce qui précède, cette étude recommande de :

- inscrire la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les stratégies plus larges de réduction de la pauvreté en cherchant à comprendre davantage la manière dont les facteurs climatiques et démographiques influent sur la situation alimentaire ainsi qu'en explorant des solutions alternatives.
- disposer des statistiques fiables sur le bilan agro-pastoral des régions pour une intervention plus efficace et efficiente ;
- mettre en place un système permettant de rehausser le niveau de la productivité du secteur agricole et agroalimentaire afin d'assurer une sécurité alimentaire durable prioritairement fondée sur la mobilisation des potentialités de la région ;
- améliorer les revenus des ruraux sur la base d'une stratégie de croissance rapide du secteur agricole ;
- accroître la capacité de résilience des populations vulnérables en vue de protéger leur capital productif et de rompre le cercle vicieux de l'insécurité alimentaire ;

- mettre un accent particulier sur la Communication pour un véritable Changement de Comportements (CCC) ;
- adopter et harmoniser les méthodes de ciblage des populations vulnérables.

BIBLIOGRAPHIE

- **AÏSSETOU D. Y. et BOUREIMA A. G.** (2006), « Histoire des crises alimentaires au Sahel: cas du Niger », Niamey, Niger.
- **BANQUE MONDIALE** (2008), « Rapport sur le développement dans le monde ».
- **CABINET DU PREMIER MINISTRE** (2007), « Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté », Niamey, Niger.
- **CABINET DU PREMIER MINISTRE** (2003), « Programme National Global de Sécurité Alimentaire », Niamey, Niger.
- **CABINET DU PREMIER MINISTRE** (2003), « Stratégie de développement rural », Niamey, Niger.
- **CABINET DU PREMIER MINISTRE** (2003), « Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire du Niger », Niamey, Niger.
- **CABINET DU PREMIER MINISTRE** (2004), « Cadre stratégique de la politique de prévention et d'atténuation des crises alimentaires », Niamey, Niger.
- **CELLULE DE COORDINATION DU SYSTEME D'ALERTE PRECOCE** (2006), « Informations nationales sur la prévention et la gestion des catastrophes au Niger », Niamey, Niger.
- **CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST** (2008), « nouveaux contextes et enjeux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'ouest », Paris, France.
- **COMITE INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE AU SAHEL** (2003), « Mise en œuvre du cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel », Ouagadougou, Burkina Faso.
- **FEWS-NET(2005)**, « rapports mensuels »
- **FAO** (2000), « l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2000 », Rome, Italie.
- **FAO** (2008), « État de l'insécurité alimentaire dans le monde », Rome, Italie.
- **FAO** (2009), « l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde », Crises économiques – Répercussions et enseignements, Rome, Italie.
- **FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES** (2007), « La nourriture des pauvres : comment les collectivités locales peuvent-elles réduire l'insécurité alimentaire en Afrique », New York », USA.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2006), « Enquête nationale sur la nutrition et la survie des Enfants âgés de 0 à 59 mois », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2006), « Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger de mai », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2006), « Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger de novembre/décembre », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2007), « Enquête Nationale sur la Nutrition et la Survie de novembre », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2007/2008), « Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger de décembre 2007/janvier 2008 », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2008), « Analyse de la situation de la femme et de l'enfant au Niger », Niamey, Niger.

- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2008), « Etude sur la pauvreté et les disparités au Niger », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2008), « Enquête nationale sur la nutrition et la survie des enfants âgés de juin 2008 », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2008), « Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger de décembre », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2009), « Enquête nationale sur la nutrition et la survie des Enfants âgés de 0 à 59 mois de mai/juin », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2009), « Enquête rapide sur la situation alimentaire des ménages décembre », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2010), « Enquête nationale sur la nutrition et la survie des enfants âgés de mai/juin », Niamey, Niger.
- **INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE** (2010), « Enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger », Niamey, Niger.
- **JANIN P.** (2006), « l'ambivalence du marché dans sécurisation alimentaire en milieu rural soudano-sahélien », l'Afrique Contemporaine, 217 : 91-105.
- **SALISSOU M. S.** (2006), « intégration des marchés céréaliers dans l'UEMOA : une analyse par les prix », ENSEA, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- **MERINO M.** (2009), « L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne », Note de la Fondation pour la Recherche Stratégique N°01/2009, CREPAO, Université de Pau et des Pays de l'Adour
- **MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LES ENDEMIES** (2005), « Protocole national de prise en charge de la malnutrition », Niamey, Niger
- **HAROUNA M.** (2002), « De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda (Niger) », Revue européenne des migrations internationales, vol. 18 - n°2 | 2002.
- **OUEDRAOGO D.** (2007), « Insécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté en milieu rural au Burkina : une approche en termes de consommation d'énergie », Ouagadougou, Burkina Faso.
- **OLIVIER DE SARDAN J-P** (2007), « Analyse rétrospective de la crise alimentaire au Niger en 2005 », LASDEL, Etudes et Travaux n° 59, Niamey, Niger.
- **OXFAM INTERNATIONAL** (2006), « les Causes de la Faim : examen des crises alimentaires qui secouent l'Afrique », document d'information.
- **PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL** (2009), « Analyse globale de la vulnérabilité et de l'Insécurité alimentaire en Centrafrique », Bangui, Centrafrique.
- **PNUD (2009)**, « Rapport National du développement humain, 2009 Niger »
- **RESEAU NATIONAL DES CHAMBRES D'AGRICULTURE** (2009), « Etude diagnostique des stratégies et politiques agricoles nationales au Niger et propositions d'amélioration », Niamey, Niger.
- **SECRETARIAT EXECUTIF DE LA STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT RURAL** (2011), « Atlas des projets et programmes de la SDR », Niamey, Niger.
- **W. KIDANE et al.** (2006), « Sécurité alimentaire et développement agricole en Afrique subsaharienne », Rome, Italie.

ANNEXE1 : TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE

1. Contexte et justification

La situation économique et financière du Niger a connu, au cours de ces dernières années, des performances moyennes en dépit de la mise en œuvre des différents programmes et politique de développement. Ainsi, sur la période 1990-2008, la croissance économique a été de 4% en moyenne par an, tirée par le secteur primaire avec une contribution moyenne de 2,2%. Sur la même période, le secteur tertiaire est resté prépondérant avec un poids moyen de 45,6% contre 39,1% pour le primaire. Il faut noter que la croissance économique a été plus soutenue entre 2005 et 2008, avec un taux moyen de 6,7% (avec une performance exceptionnelle de 9,5% en 2008), tirée par la production primaire qui a une contribution moyenne de 4,3% et un taux de croissance moyen de 10,1%. Le sous secteur de l'agriculture (production végétale) dont le taux de croissance moyen est de plus de 15% est celui qui a enregistré les meilleures performances sur la période.

Aujourd'hui, malgré les efforts énormes consentis dans la lutte contre la pauvreté entre 2005 et 2008, environ 6 personnes sur 10 sont encore pauvres au Niger dont la majeure partie vit en milieu rural. Cette situation de pauvreté est encore plus accentuée dans la région de Maradi selon les résultats des deux dernières enquêtes. En effet, en 2005 le taux de pauvreté est d'environ 80% dans la région contre une moyenne nationale de 62,1%. En 2008, à l'image de la tendance générale au niveau national, le taux de pauvreté a baissé dans la région mais reste encore très élevé à 73,1%.

L'état de pauvreté avancé dans la région de Maradi est doublé d'une situation nutritionnelle et d'insécurité alimentaire tout aussi préoccupante dans la région. Selon le rapport d'enquête nationale sur la nutrition et survie de l'enfant réalisée de juin à juillet 2008, la région de Maradi qui demeure un foyer de sous-nutrition selon les enquêtes antérieures enregistre un taux de sous-nutrition compris entre 5 et 10% la classant ainsi parmi celles qui ont une situation de nutrition mauvaise. Selon cette même enquête réalisée en 2009, la région enregistre des taux de sous nutrition aiguë globale et sévère respectifs de 13,1% et 1,8%.

Sur le plan alimentaire, selon les résultats des enquêtes sur la vulnérabilité alimentaire des ménages, la proportion des ménages en insécurité alimentaire dans la région de Maradi est passée de 26,8% en mai 2006 à 22,5% en décembre 2007 dont respectivement 11,7% et 11,6% en situation d'insécurité alimentaire sévère.

Des stratégies sont mises en place pour gérer et lutter contre ces situations d'insécurité aussi bien au niveau des communautés (à travers des comportements nouveaux dans la gestion de leurs moyens d'existence) affectées par la crise qu'au niveau de l'Etat et des partenaires au développement (à travers des politiques, programmes et projets). C'est dans ce cadre que cette étude est initiée pour analyser les forces et les faiblesses de ces stratégies en vue de dégager des pistes de réflexion pour une meilleure prévention et gestion des crises alimentaires dans la région de Maradi.

2. Objectifs de l'étude

2.1. Objectif global

L'objectif global de cette étude est de faire une analyse globale et plus approfondie de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire à Maradi pour une meilleure appréhension des phénomènes.

2.2. Objectifs spécifiques

De manière plus spécifique, l'étude vise à :

- Analyser la nature complexe de l'insécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que les différentes catégories de causes et manifestations dans la région en lien avec la pauvreté,
- Identifier les acteurs intervenants aux différents niveaux et analyser les gammes d'interventions mises en œuvre pour s'attaquer à l'insécurité alimentaire dans la région de Maradi,

- Recueillir les points de vue des populations sur les stratégies qu'elles mettent en œuvre pour faire face aux problèmes récurrents de crise alimentaire,
- Identifier des pistes de réflexion pour une réduction optimale de l'insécurité alimentaire à travers une alimentation saine et suffisante.

3. Résultats attendus

Au terme de cette étude, les résultats suivants sont attendus :

- Une analyse poussée de l'insécurité alimentaire dans la région de Maradi est réalisée à travers ses causes profondes et ses manifestations;
- Les interrelations entre pauvreté et insécurité alimentaire dans la région de Maradi sont analysées ;
- Les différents acteurs intervenant dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont identifiés ;
- Les différentes stratégies d'intervention mises en œuvre par les acteurs et les populations sont analysées ;
- Des propositions d'actions en matière de réduction de la pauvreté et de combat contre l'insécurité alimentaire sont faites.

4. Méthodologie de réalisation de l'étude

La présente étude, sera basée d'une part, sur les données primaires des différentes enquêtes réalisées par l'INS sur la période 2005-2009 notamment : l'ENBC 2007/08 et les enquêtes périodiques de vulnérabilité alimentaire et de nutrition ; et d'autre part sur des données secondaires qui seront collectées sur le terrain. L'étude sera menée par les experts de l'ONAPAD/INS suivant la démarche ci-après :

1. Revoir la littérature. Il s'agira ici de faire l'état des lieux des informations déjà existantes dans ce domaine pour la région de Maradi notamment au niveau des différentes sources administratives mais également dans les bases de données relatives des enquêtes déjà réalisées par l'INS. Cela nécessitera donc des réunions techniques, des déplacements sur le terrain aussi bien à Niamey par les experts de l'ONAPAD qu'à Maradi par la DRS au niveau des services techniques et partenaires concernés. Cette étape permettra de faire la situation des données existantes et évaluer les besoins en informations complémentaires.

2. Collecter des données complémentaires sur le terrain. Pour minimiser les coûts, cette collecte sera couplée à celle de l'étude « contribution des femmes aux dépenses des ménages et son impact sur la pauvreté à Maradi ». Les activités qui seront réalisées dans le cadre de cette collecte sont : (i) élaboration de questionnaires (questionnaire ménage, questionnaire communautaire et guide focus groupe) intégrant tous les besoins en informations complémentaires pour les deux études concernées, (ii) recrutement et formation d'enquêteurs, d'agents de saisie et de codification, (iii) collecte des données sur le terrain sous la supervision de la Direction Régionale de la Statistique de Maradi, (iv) codification, saisie et apurement des données.

3. Analyser les données primaires et celles collectées sur le terrain. Pour mener à bien ces analyses, un consultant national sera recruté en appui à l'équipe des experts de l'ONAPAD.

4. Elaborer un rapport provisoire et le présenter en atelier aux sectoriels et partenaires de la région de Maradi pour recueillir d'éventuelles observations pertinentes. Cet atelier sera également couplé à celui de l'étude « contribution des femmes aux dépenses des ménages et son impact sur la pauvreté à Maradi ».

5. Finaliser le rapport en intégrant les observations et recommandations de l'atelier

6. Editer et mettre en ligne le rapport.

5. Chronogramme indicatif de l'étude

A titre indicatif, l'étude doit couvrir la période allant de juin à septembre 2011, soit quatre (4) mois effectifs de travaux à effectuer pour la recherche documentaire, la collecte des données, les analyses y afférentes, la présentation et la diffusion des résultats.

6. Budget des études

Dans la mesure où cette étude sera réalisée en même temps que celle relative à la « contribution des femmes aux dépenses des ménages et son impact sur la pauvreté à Maradi », un seul budget couvrant les deux études a été élaboré pour minimiser les coûts.

ANNEXE2 : QUELQUES TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 15 : Evolution de l'insécurité alimentaire dans la région de Maradi comparativement au niveau national

Type d'insécurité alimentaire	Période	Maradi	Niger
Sévère	mai-06	11,7	14,7
	nov.-06	6,7	9,3
	Déc.-07	11,6	11,7
Modérée	mai-06	15,1	14,7
	nov.-06	18,2	20,5
	Déc.-07	10,9	21,5
Sévère + modérée	mai-06	26,8	29,4
	nov.-06	24,9	29,8
	Déc.-07	22,5	33,2
A risque	mai-06	29,9	29
	nov.-06	22,7	21,2
	Déc.-07	54	32,2
En sécurité alimentaire "totale"	mai-06	43,4	41,6
	nov.-06	52,4	49,1
	Déc.-07	52,1	34,7

Source : INS, Enquêtes nutrition et survie de l'enfant de 2006 et 2007

Tableau 16 : Comparaison de la alimentaire de la région de Maradi à la moyenne nationale en 2010

	Classe d'insécurité alimentaire en 2010							
	Sévère		Modéré		A risque		En sécurité	
		Population	%	Population	%	Population	%	Population
Maradi	6,6	199 416	8,4	240 059	26,6	756 869	58,3	1 639 807
Niger	7,8	1 185 233	9,5	1 435 537	26,6	4 030 892	56,1	8 511 557

Source : INS, Enquête vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de 2010

Tableau 17 : Evolution de la malnutrition chronique globale dans la région de Maradi comparativement au niveau national

Région	Malnutrition chronique globale (%)					
	Juin 2007		Juin 2008	Juin 2009	Juin 2010	Octobre 2010
Maradi	62.5		57.0	55.1	58.5	58.8
Niger	49.9		47.2	46.3	48.1	46.6

Source : INS, Enquêtes nutrition et survie de l'enfant de 2008, 2009 et 2010

Tableau 18 : Evolution de la situation nutritionnelle de la région de Maradi comparativement au niveau national

Région	Malnutrition aiguë Globale (%)					Malnutrition aiguë Sévère (%)				
	Juin 2007	Juin 2008	Juin 2009	Juin 2010	Octobre 2010	Juin 2007	Juin 2008	Juin 2009	Juin 2010	Octobre 2010
Maradi	14.5	11.7	13.1	19.7	15.3	4.0	3.6	1.8	3.9	4.2
Niger	12.3	11.6	12.3	16.7	15.3	2.5	2.8	2.1	3.2	3

Source : INS, Enquêtes nutrition et survie de l'enfant de 2007, 2008, 2009 et 2010

Tableau 19 : Evolution de la situation alimentaire de la région de Maradi selon les départements

	% des ménages en insécurité alimentaire (sévère + modérée)		
	2007	2009	2010
Madarounfa	43,72	25,1	60,44
Aguié	37,17	61,3	62,24
Dakoro	48,87	62,1	39,91
Guidan Roumdji	48,56	60,8	55,52
Mayahi	30,37	45,4	52,27
Tessaoua	28,20	55,2	77,43

Source : INS, Enquêtes nutrition et survie de l'enfant de 2007, 2009 et 2010

Tableau 20 : Evolution de principaux indicateurs démographiques de la région de Maradi

		RGP/H 1977	RGP/H 1988	EDSN 1992	EDSN 1998	RGP/H 2001	EDSN MICS 2006
Evolution de la population	Maradi	949747	1389433	Nd	Nd	2235748	Nd
	Niger	5102990	7251626	Nd	Nd	11060291	Nd
Densité de la population	Maradi	22,7	33,2	Nd	Nd	53,5	Nd
	Niger	4,0	5,7	Nd	Nd	8,7	Nd
Taux d'accroissement	Maradi	Nd	3,5	Nd	Nd	3,7	Nd
	Niger	Nd	3,38	Nd	Nd	3,3	Nd
Indice synthétique de fécondité	Maradi	Nd	Nd	7,93	8,7	Nd	8,0
	Niger	Nd	Nd	7,37	7,5	Nd	7,1
Taille moyenne des ménages	Maradi	Nd	Nd	Nd	Nd	7,11	5,59
	Niger	Nd	Nd	Nd	Nd	6,58	5,7

Source : INS, RGP/H 1977, 1988 et 2001 ; et EDSN 1992, 1998 et 2006

Tableau 21 : Evolution de l'indice du développement humain dans la région de Maradi

	Indice du Développement Humain (IDH)						
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2007
Maradi	0,175	0,177	0,250	0,264	0,272	0,282	0,342
Niger	0,218	0,220	0,299	0,311	0,318	0,329	0,400

Source : PNUD/Niger, RNDH_2009

Tableau 22 : Evolution de la pauvreté dans la région de Maradi (indices FGT)

	2005			2007/2008		
	Incidence	Profondeur	Sévérité	Incidence	Profondeur	Sévérité
Maradi	79,7	35,1	19	73,4	26,1	12
Niger	62,1	24,1	12,3	59,5	19,6	8,4

Source : INS, Enquêtes QUIBB_2005 et ENBC_2007/2008

Tableau 23 : Evolution d'indice de la pauvreté humaine dans la région de Maradi

	1998	1999	2000	2001
Maradi	69,75	62,15	62,66	66,5
Niger	66,73	62,16	62,81	63,3

Source : PNUD/Niger, RNDH_2004